

## **to be or not to be?**

contributions à un débat sur la fonction et  
l'avenir du parti communiste

---

## **création artistique:**

un appel, des réponses, des questions

---

## **femmes palestiniennes:**

un témoignage belge

---

---

## **abonnement**

pour la Belgique

700fr

pour l'étranger

800fr

faites vous et faites nous plaisir en effectuant sans tarder un versement au compte de 001-1047600-76 des CM  
20, av. de Stalingrad, 1000 Bruxelles

---

### **comité de patronage:**

Edmond Dubrunfaut, Augustin Duchateau, Robert Dussart, Roger Somville

### **comité de rédaction:**

Jacques Aron, Francis Chenot, Claudine Cyrès, Pascal Delwit, J.M.De Waele, Anne Drumaux, Pierre Gillis, Michel Godard, Serge Govaert, J.J.Heirwegh, J.P.Keimeul, Rosine Lewin, Bérengère Marquès-Pereira, Jacques Moins, Jacques Nagels, Marc Rayet, Claude Renard, Christian Vandermotten, Benoit Verhaegen.

**mise en page:** Hélène De Noose.

**rédacteur en chef:** Rosine Lewin.

---

avec l'appui de la Commission française de la Culture de l'agglomération bruxelloise

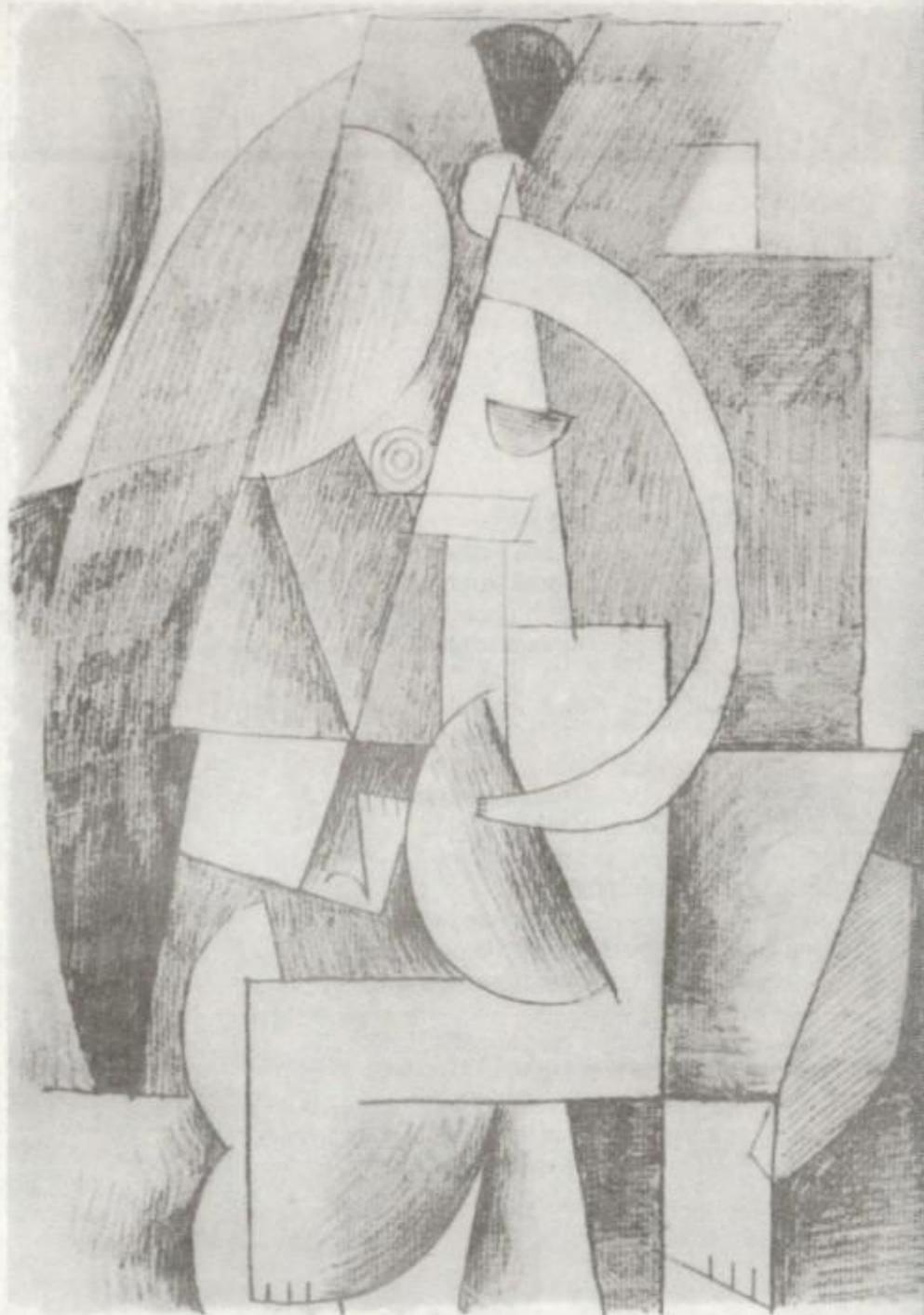
édité sous le patronage de la Fondation Jacquemotte.

---

## sommaire

### p.c.: to be or not to be?

- |                          |  |    |
|--------------------------|--|----|
| <input type="checkbox"/> | aborder de front la question existentielle<br><b>louis van geyt</b>              | 6  |
| <input type="checkbox"/> | évolution et perspectives du pcb<br><b>pascal delwit</b>                         | 10 |
|                          | documents  | 21 |
| <input type="checkbox"/> | <b>josé gotovitch</b> parle de sa recherche sur<br>le pc sous l'occupation nazie | 31 |
| <input type="checkbox"/> | nous serions-nous trompés d'adresse?<br><b>michel godard</b>                     | 43 |
| <input type="checkbox"/> | plaidoyer pour le changement social<br><b>pierre gillis</b>                      | 47 |
| <input type="checkbox"/> | avec des idées comme ça .....<br><b>j.j.heirwegh</b>                             | 53 |
| <input type="checkbox"/> | une autre manière de faire de la politique<br><b>jacques moins</b>               | 57 |
| <hr/>                    |  |    |
| <input type="checkbox"/> | notes de débat autour d'un appel<br>pour les droits de la création               | 62 |
| <hr/>                    |  |    |
| <input type="checkbox"/> | quelques impressions sur les femmes palestiniennes<br><b>marianne blume</b>      | 74 |



P. Picasso. Nu couché (1914). Mine de plomb

---

## **p.c.:** **to be or not to be?**

Quelques unes des notions ou images auxquelles se sont identifiés les partis communistes à leur naissance, dans les années vingt, sont aujourd'hui périmées: révolution prolétarienne, dictature du prolétariat, liens étroits avec l'Union soviétique considérée comme l'archétype de la démocratie, discipline quasi-militaire. Ajoutons que quand le marxisme a été instrumentalisé au titre soit de religion d'Etat, soit de propriété d'un parti, il s'est sclérosé, momifié, bref démarxisé.

Que reste-t-il de valide aujourd'hui, après 67 ans d'existence, des PC dans les pays développés d'Occident?

Une expérience et une culture politiques de grande valeur. Mais avant tout, un dessein essentiel: substituer au système capitaliste un autre système, une autre société -dont le moteur et le centre ne seraient pas le fric, la course au profit- mais répondrait aux besoins des hommes et de leur planète. Si on croit que ce dessein est vain ou absurde, alors, oui, les PC sont inutiles. Plus précisément, le mouvement révolutionnaire n'a plus de raison d'être, quelles que soient les formes qu'il adopte.

Pour un Edgar Morin, "l'espoir d'une révolution socialiste s'est dissipé quand il est apparu, avec beaucoup de retard, comme la perception de l'explosion d'une étoile morte depuis des années-lumière, les systèmes dits socialistes ayant apporté des maux pires que ceux qu'ils prétendent avoir abolis."

La balance qui permet à E. Morin de peser les maux d'avant 1917 et ceux d'après, nous n'en disposons pas. Mais nous savons deux choses: 1/ aucune des conditions dans lesquelles s'est opérée la révolution russe ne peut se reproduire demain en Occident. Dès lors,

---

---

c'est obscurcir la perspective révolutionnaire que de la réduire à l'expérience des "systèmes dits socialistes". 2/ le lourd prix payé par les peuples d'URSS n'évacue pas une autre réalité, à savoir que 1917 a suscité de prodigieux élans populaires et relevé de gigantesques défis. Ce double constat prend un relief particulier à l'heure où les dirigeants soviétiques repartent des sources de 1917.

Il ne manque ni arguments, ni images pour dresser un bilan négatif d'actions qui se voulaient transformatrices, révolutionnaires: folles meurtrières de Pol Pot, sous-développement croissant de pays ex-coloniaux, échec des tentatives pour unir les forces de gauche en France, au Portugal ou ailleurs... La crise a remodelé les structures traditionnelles de l'économie et démantelé les bastions du mouvement ouvrier, rendant obsolètes des outils de travail et des méthodes de lutte. Le chômage, les préretraites, l'isolement, la dérégulation ont barré la route aux élans de solidarité. Et, fleurissant sur ce terreau, l'idéologie néo-libérale a pu efficacement exalter la loi de la jungle, banaliser le désarroi, culpabiliser les faibles.

Tout cela, nous le savons.

Mais nous n'en concluons pas que le "socialisme du possible" -que l'on oppose à "la possibilité du socialisme"- veut et peut apporter au système autre chose que des amendements de plus en plus inopérants. Et nous ne sommes pas convaincus que ce "socialisme du possible" réponde à l'attente des électeurs du PS et du SP, dont les potentialités de lutte sont loin d'être épuisées.

La dette du tiers-monde, les jeux spéculatifs du capital transnational, les désastres écologiques, le règne des "petits boulots", la culture grâce à Coca-Cola, les nouvelles pauvretés, le sport mercantilisé, l'omniprésence de la pub -il ne faut pas être communiste pour juger tout cela inacceptable. Et inamendable par un supplément de coeur dans la gestion de l'Etat.

C'est un tout autre type de développement économique, social et culturel qui peut changer le cours des choses. Nous pensons profondément qu'il n'est pas compatible avec la logique capitaliste.

Article de foi? Il y a sans doute une part d'utopie, en tous cas de volontarisme, dans le dessein de mettre en place une société visant à

---

---

répondre aux droits et aux besoins des gens, ceux du Nord et du Sud, ceux de l'Ouest et de l'Est. Car il est vrai qu'il n'existe pas un programme d'actions qui -au départ de ce que sentent et pensent les gens- pourrait dynamiser un mouvement transformateur. Les communistes ont su animer pareil mouvement sous l'occupation -on lira ce que nous en dit José Gotovitch, auteur d'un important travail à ce sujet. Les conditions étaient terriblement contraignantes, le prix payé a été élevé. Mais l'objectif était simple: unir la population dans la lutte contre l'occupant et le PC a su apercevoir à temps les signes d'une disponibilité pour cette lutte.

Aujourd'hui, tout est beaucoup plus compliqué et personne n'a encore trouvé par quelles voies pourraient entrer en synergie des forces très diverses (bien au delà de ce qu'il est convenu d'appeler le mondu du travail), toutes malmenées par le système.

Avec Elmar Altvater, économiste marxiste d'Allemagne fédérale, nous pensons qu'il ne suffira pas aux formations politiques existantes de "s'ouvrir aux nouveaux mouvements sociaux", ni "d'additionner les sujets politiques" (femmes, jeunes, verts, etc.) Ouverture et additions ne suffisent plus. Il s'agit, comme il l'écrit, de transformer les formes politiques. Cela nous paraît capital et il y faudra du temps. Le facteur durée va devoir entrer dans le champ visuel des communistes, dans leur pratique et leur culture politique.

On trouvera dans ce numéro un texte de Louis Van Geyt, qui pose "la question existentielle"; une analyse par Pascal Delwit des causes de déclin du PCB; des extraits de documents du PC, scrutant lui-même ces causes. José Gotovitch répond aux questions de Rosine Lewin à propos du rôle du PCB à Bruxelles pendant la guerre. Pierre Gillis, Michel Godard, J.J. Heirwegh, Jacques Moins apportent leur contribution au débat. Et puisque débat il y a, il est à peine nécessaire de préciser que chacun des textes présentés ici n'engage que son auteur.

Nous espérons pouvoir apporter dans une livraison ultérieure des points de vue italien et français sur l'avenir des PC.

Les CM.

---

## aborder de front la question existentielle

louis van geyt

Le bilan du récent scrutin communal impose obligatoirement aux communistes de Belgique, d'aborder de front le problème du rôle présent et futur, oui de l'existence même de la formation "historiquement constituée" dont ils sont les continuateurs.

C'est qu'à de rares exceptions près, ce bilan confirme et accentue la marginalisation électorale qui a progressivement affecté ladite formation à partir des "européennes" de 1979. Ce constat interpellant vaut désormais pour chacune de nos trois régions, par-delà les différences d'implantation et les approches spécifiques -notamment en matière d'alliances- adoptées après décembre 87 par les structures autonomes correspondantes du PCB-KPB désormais fédéralisé.

Pour aborder utilement la question fondamentale posée de la sorte, il apparaît indispensable de la situer dans plusieurs ensembles, dont notre formation fait -et se veut - partie intégrante, fût-ce aujourd'hui avec un poids modeste:

- la gauche belge et ouest-européenne;
- l'ensemble des forces et courants qui, chez nous et ailleurs dans le monde capitaliste développé aspirent à transformer (briser) les structures capitalistes et contestent (combattent) l'hégémonie du capital financier transnational;
- le mouvement communiste à l'échelle de l'Europe occidentale (particulièrement celle des Douze), de l'Europe tout entière et du monde entier.

Observons, pour aller vite, que la gauche belge et ouest-européenne n'a pas cessé -essentiellement à travers ses composantes socialistes ou social-démocrates - d'occuper un espace électoral et politique fort important, et qu'elle prend appui, pour oeuvrer au niveau des institutions (depuis la commune jusqu'à l'Europe) sur de larges secteurs (traditionnels et nouveaux) du monde du travail, des forces et courants critiques à l'égard du système, voire des secteurs de la population les plus mal pris en compte par celui-ci. Mais constatons en même temps que, par-delà

bien des différences de parti à parti, (du SPD au PSOE, en passant par...le PS et le SP) comme au sein même de chaque parti, cette composante essentielle -le plus souvent dominante- de la gauche se présente et se comporte plus que jamais, comme une force tout au plus correctrice ou autocorrectrice du système, bien davantage que comme une force alternative, voire simplement autonome par rapport à celui-ci.

Jusqu'il y a une dizaine d'années, dans la plupart des pays de l'Europe capitaliste (dont le nôtre), c'étaient les partis communistes, qui souvent en interaction avec d'influents courants socialistes et syndicaux de gauche, se présentaient - et présentaient en tant que composantes reconnues ou non de toute la gauche - "le" pôle autonome et alternatif par rapport au système dans la société et jusqu'au sein des institutions (parlement, communes...).

Ce rôle, ils ont pu le jouer (à des degrés et avec des bonheurs certes très inégaux) en prenant appui sur deux assises fondamentales:

- le poids social, politique et culturel de la classe ouvrière classique (les travailleurs salariés des grandes entreprises industrielles, des transports publics, des ports...) avec ses organisations historiquement constituées;

- la présence sur la scène européenne et mondiale, d'un "socialisme existant" qui, par-delà ses ombres et ses lumières, se présentait comme une référence pour les forces et courants au sein des pays capitalistes développés, qui mettaient en cause la capacité d'un "système" alors sur la défensive, d'assumer les besoins croissants des gens et les progrès ultérieurs de la société.

Or, depuis quelque dix ans, chacune de ces deux assises a été profondément ébranlée. Contrairement à bien des attentes (amies comme ennemies), le capital financier transnational a pris la tête de la mise en oeuvre d'une "révolution scientifique et technologique" qui déstabilise profondément la classe ouvrière classique et ses organisations. Quant au "socialisme existant", il vient seulement d'entreprendre, après une période prolongée de stagnation des transformations urgentes qualifiées à la fois par ses porte-parole les plus qualifiés, de révolutionnaires et de cruciales pour son avenir même.

Il paraît difficilement contestable que ce profond bouleversement des données appelle, de la part des forces et courants qui aspirent à une

transformation fondamentale des structures capitalistes et contestant l'hégémonie des groupes financiers, des réponses véritablement nouvelles.

Des réponses qui prennent en compte, à la fois le fait que le "capitalisme moderne" a repris la tête, à l'échelle internationale et au moins jusqu'à nouvel ordre, en matière de (niveau de) développement des forces productives, et le fait que la manière dont il conduit ce développement met en cause les intérêts vitaux -voire la survie même- non pas seulement du monde du travail, mais des peuples et de l'humanité entière: persistance de tendances à la confrontation avec le "socialisme existant"; surexploitation dramatique du tiers-monde; atteintes croissantes à l'environnement; gaspillage de la force de travail et de la matière grise sous le signe de la modernisation, de la financiarisation et de la transnationalisation; banalisation-commercialisation de la culture; grignotage des valeurs et des droits démocratiques...

Des réponses aussi qui prennent la mesure des dimensions communautaires européenne et mondiale du développement capitaliste d'aujourd'hui, et notamment le fait que ni à l'échelle de l'Europe des Douze, ni à celle de bon nombre des Etats qui la composent et en particulier de la Belgique, le(s) parti(s) communiste(s) n'apparaît(ssent) désormais en mesure de présenter à eux seuls -ou seulement avec des alliés "consentants"- une alternative crédible au système, voire un pôle de contestation crédible face à l'hégémonie du capital financier notamment dans la perspective de l'Europe '92.

Or, à défaut d'une telle alternative et d'un tel pôle, on voit mal comment les partis socialistes, l'aile populaire des partis sociaux-chrétiens et les organisations sociales qu'ils contrôlent pourront être amenés à faire davantage que jouer leur rôle correcteur et consolisateur à l'intérieur des institutions, qui ne met nullement cette hégémonie en cause.

Des réponses enfin, qui présupposent un examen particulièrement attentif de la manière très diversifiée dont se présentent, dans les différents pays de l'Europe capitaliste -et en particulier de l'Europe des Douze- des formations qui apparaissent comme une alternative politique (et électorale) crédible par rapport au système, et par rapport au rôle à la fois correcteur et consolisateur des forces du centre-gauche dont il

vient d'être question. Qu'il suffise d'évoquer ici par exemple, la "gauche unie" ("Izquierda unida"), dont le parti communiste d'Espagne constitue l'animateur, ou les "Grünen" ("Verts") d'Allemagne fédérale, parmi lesquels les courants attentifs à ce qui apparaît comme le plus valable actuellement dans le patrimoine de la gauche marxiste allemande exercent une influence réelle.

Arrêtons-là ces toutes premières réflexions à propos de la question proprement existentielle ("To be or not to be") telle qu'elle se pose à une formation comme le PCB-KPB, en regard d'une marginalisation électorale nettement confirmée par les résultats du 9 octobre.

Le lecteur attentif n'aura guère été étonné d'y retrouver un certain nombre d'éléments de continuité par rapport, notamment, aux axes du Document de réflexion dont avait débattu le comité central du PCB-KPB, en sa session de mai 87, et dont les CM avaient publié le texte dans leur numéro 152.

Ce qui précède laisse par ailleurs entièrement ouvertes, des questions aussi cruciales que celle de la manière dont le PCB-KPB devra se situer et agir -en général et sur divers terrains concrets- notamment par rapport aux données nouvelles évoquées. Cela vaut, entre autres, pour la manière dont on peut aujourd'hui conférer aux batailles pour la préservation des outils et de l'emploi, une dimension "sociétaire" (et donc politique) à défaut de laquelle elles débouchent trop souvent sur des échecs (cf. à cet égard les "bons cas" de Côte d'Or chez nous ou de Gillette en France).

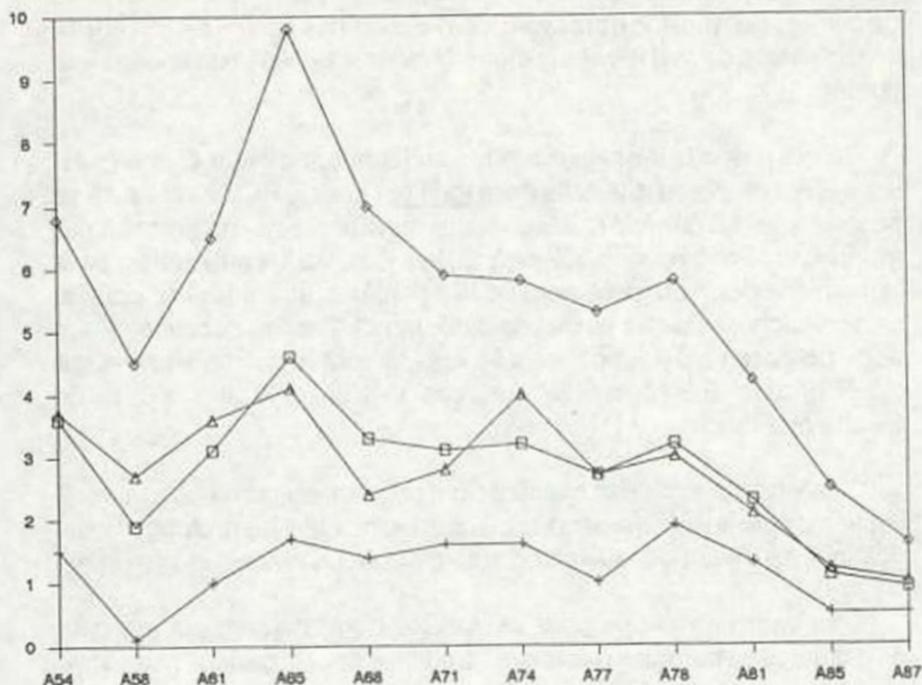
Cela vaut aussi pour la manière dont on peut, aujourd'hui, assurer à l'action de divers mouvements sociaux et associatifs, les prolongements politiques à défaut desquels trop souvent, elle ne mène pas bien loin.

Cela vaut non moins pour la manière dont, aujourd'hui, on peut envisager des stratégies électorales crédibles pour la gauche alternative en général et pour le PCB-KPB en particulier.

Autant de questions difficiles que les communistes de Belgique doivent maintenant affronter. Elles ne manqueront pas de faire l'objet dans les mois à venir, de débats graves de conséquences, auxquels les réflexions qui précèdent se veulent une première contribution.

## Résultats électoraux du Parti Communiste depuis 1954

	54	58	61	65	68	71	74	77	78	81	85	87
National	3,6	1,9	3,1	4,6	3,3	3,1	3,2	2,7	3,2	2,3	1,1	0,9
Flandand	1,5	0,1	1	1,7	1,4	1,6	1,6	1	1,9	1,3	0,5	0,5
Wallon	6,8	4,5	6,5	9,8	7	5,9	5,8	5,3	5,8	4,2	2,5	1,6
Bxl	3,7	2,7	3,6	4,1	2,4	2,8	4	2,7	3	2,1	1,2	1



□ National

+ Flandand

○ Wallon

△ Brux.

## évolution et perspectives du pcb

pascal delwit

Les résultats électoraux du Parti communiste de Belgique lors des élections législatives du 13 décembre 1987 ont confirmé la chute sensible d'audience électorale qu'il connaît depuis une dizaine d'années. Ils ont, plus particulièrement, entériné les résultats de 1985 qui lui avaient ôté toute représentation parlementaire -pour la première fois depuis cinquante ans.

En 1946, premières élections législatives d'après guerre, le PCB avait recueilli 12,7% des voix, ce qui lui valut un groupe de 23 députés. C'était un cru exceptionnel. En 1949, le score se réduisait à 7,5% et l'année suivante à 4,5%.

Nous voudrions relever quelques éléments dans son parcours électoral de 1954 à 1978. Ce parcours peut être scindé en trois périodes relativement distinctes: 1/à partir d'un résultat médiocre en 1958 -1,9% au niveau national- le PCB remonte la pente jusqu'en 1965 en atteignant 3,1% en 1961 et un "sommet" de 4,6% en 65. 2/après un tassement aux élections de 1968, les résultats se stabilisent autour de 3% de 68 à 78. 3/1978 marque un point d'inflexion très net à partir duquel la chute est régulière jusque décembre 87. (Voir tableau ci -contre)

La notion de "niveau national" masque des disparités très réelles: audience et base sont différentes en Flandre, Wallonie et à Bruxelles ; les formes de militantisme ne sont pas identiques. Ce qui mérite l'attention cependant, c'est que la courbe électorale est globalement la même pour les régions flamande, wallonne et bruxelloise du pays. Mais si c'est en Wallonie que le PCB avait connu la hausse la plus importante entre 58 et 65, c'est aussi en Wallonie -où il avait plus à perdre- que sa chute a été proportionnellement la plus dure de 78 à 87. Aujourd'hui, avec 1,6% en Wallonie, 1% à Bruxelles et 0,5% en Flandre, le PC a atteint un plancher

qui interpelle les membres, les électeurs du PC -et, pensons-nous, toute la gauche- sur les raisons du déclin et sur les raisons d'être de ce parti.

Aborder ces questions fondamentales en toute "laïcité", sans dogmatisme et de la manière la plus large et la plus ouverte possible, nous paraît constituer une condition sine qua non pour, à tout le moins, (si après analyse, on l'estime possible) arrêter le processus de déclin et inverser la tendance. Nous indiquons ci-après quelques unes des directions dans lesquelles, à notre sens, la réflexion pourrait être engagée.

### **à propos des raisons du déclin**

Deux grandes catégories de raisons peuvent être relevées: les raisons extérieures au PCB et celles qui lui sont propres. Pour s'être trop souvent attaché aux premières et pas suffisamment aux secondes, nous privilégierons essentiellement ces dernières. Il est entendu néanmoins que les unes influent et complètent les autres, qu'elles s'imbriquent... ou se contredisent.

#### I. les raisons extérieures

La principale est liée à la crise -pas seulement économique- que traverse notre société depuis les années septante. De nombreuses études sur le plan belge et européen ont abordé et montré les conséquences économiques, sociales et sociologiques de cette crise.

L'examen de l'audience électorale traditionnelle du PCB indique sa concentration autour de grandes entités industrielles: Liège, Charleroi, naguère le Borinage, Anvers. Or les bastions industriels ont, surtout en Wallonie, été frappés de plein fouet par les démantèlements et restructurations. Parallèlement, les formes d'expression syndicale et politique des salariés dans ces bastions ont été elles aussi démantelées. La base du PCB est affectée économiquement et sociologiquement. Face à la dispersion des effectifs salariés, les schémas de réflexion et d'action évoluent, s'individualisent. L'évolution parallèle du nombre de travailleurs manuels et du nombre de travailleurs intellectuels par type d'établissement est éclairante à cet égard.

En Belgique, comme dans les pays voisins, on constate une évolution différente entre les travailleurs intellectuels et manuels. La première

catégorie progresse: d'un million 200.000 en 1970, ils passent à un million 500.000 en 1978, et à un million 650.000 en 1986. Dans le même temps, le nombre des seconds régresse: un million 600.000 en 1970, un million 400.000 en 1978, un million 200.000 en 1986. Si l'on examine des régions de traditionnelle implantation du PC -Liège, le Hainaut- on observe que le phénomène est amplifié. Ainsi le Hainaut voit-il le nombre de ses travailleurs manuels passer de 211.000 en 70 à 125.000 en 86; Liège, de 175.000 à 113.000. La chute est encore plus sensible pour les établissements occupant au moins 1000 personnes. Dans le cas hennuyer, on passe de 44.000 à 21.000 personnes en seize ans, et à Liège, de 44.000 à 22.000.

On pourrait bien sûr pousser l'analyse plus en profondeur et d'autres exemples pourraient être choisis. Même limitée, l'analyse montre la direction dans laquelle s'est opérée l'évolution du monde de travail au cours des dernières années.

Dans la mesure où la pratique politique du PC était restée fidèle à la tradition, et donc axée sur le lieu de travail, cette pratique s'est trouvée en porte-à-faux avec la réalité sur le terrain. Le problème a-t-il été clairement perçu à tous les niveaux du PC? Si oui, à quel moment et avec quels effets pratiques?

Certes, le PC n'a pas été la seule formation politique à affronter ce type de problèmes. En Belgique, le monde syndical et les partis socialistes ont aussi connu -et connaissent encore- des difficultés à appréhender correctement les bouleversements sociologiques et idéologiques suscités par la crise. La mouvance socialiste (PS et SP) a peut-être terminé de manger son pain noir en décembre 87, qui a représenté pour elle un net succès. Il n'empêche que tout n'est pas résolu pour autant; les résultats de décembre 87 ne témoignent-ils pas d'une attitude négative à l'égard de la politique néo-libérale plutôt que d'un réel engagement en faveur d'un projet alternatif global, dont le moins qu'on puisse dire est qu'on aperçoit mal le contenu.

Au niveau européen, les partis socialistes et communistes sont confrontés à des problèmes similaires. Les résultats électoraux les plus récents n'indiquent pas une vraie sortie du tunnel: défaite de la social-démocratie en RFA, défaite du Labour en Grande-Bretagne, chute du PCI en Italie, la gauche pour la première fois minoritaire au Portugal depuis la révolution des œillets.

Ces éléments resituent le contexte dans lequel doit être envisagé l'avenir du PCB, dans lequel il faut réfléchir à l'identité du parti. Ils ne gomment néanmoins pas tous les facteurs spécifiques de la situation actuelle.

## 2. les raisons internes

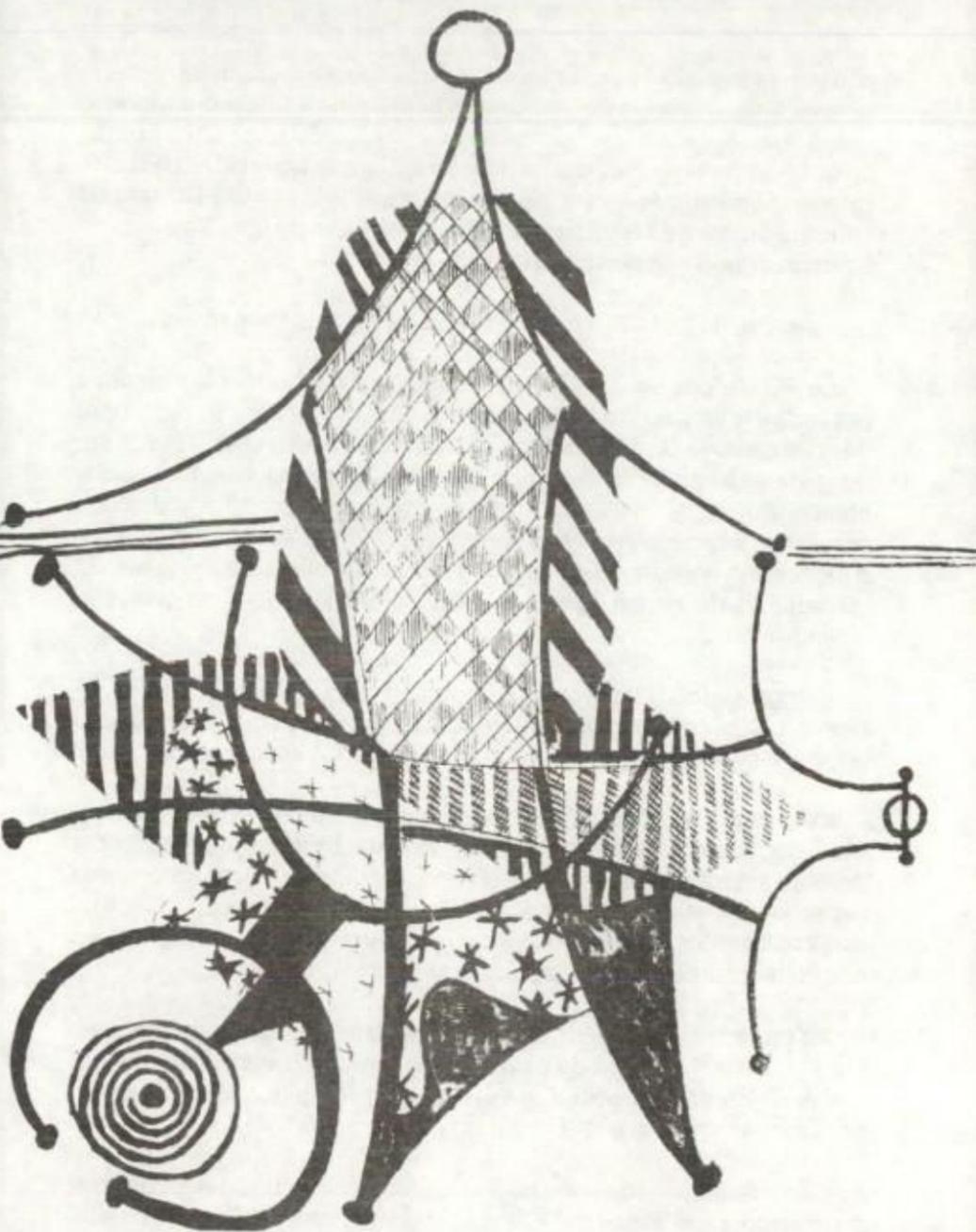
Parmi ces facteurs, nous pensons que la première place revient au décalage extrêmement important entre l'analyse théorique du collectif dirigeant et d'autre part la diffusion effective de cette analyse dans les rangs du parti, la pratique politique. A lire certains textes de réflexion produits par le PCB, on peut être impressionné par l'audace, la rigueur et la clarté dans les analyses et prises de position. (2) Mais dans la réalité quotidienne, c'est -du moins à notre avis- le contraire qui se manifeste, à savoir timidité, flou, hésitations ou silences. Plusieurs exemples en témoignent. Nous ne retiendrons qu'un aspect qui nous paraît le plus illustratif: le PCB et l'URSS.

Avec le PC italien, le PCB a été un des pionniers en ce qui concerne la nature de ses relations avec l'URSS. Il condamne la première intervention soviétique en Hongrie en 1956, celle des troupes du Pacte de Varsovie en Tchécoslovaquie en 1968, de l'URSS en Afghanistan, de même que le recours au pouvoir militaire en Pologne en décembre 1981.

Nous n'avons cité là que quelques événements marquants d'ordre international, d'autres pourraient rappeler les critiques formulées sur des décisions judiciaires et/ou administratives de type répressif. Ce que nous voudrions mettre en lumière ici, c'est qu'une condamnation, parfois vigoureuse est souvent atténuée ou contredite à divers niveaux du parti -base ou instances fédérales. Il en a été de même à propos de la notion d'euro-communisme, retenue par deux congrès successifs- voire de la notion de non-alignement, elle aussi sanctionnée par des congrès, mais en fait contestées et très inégalement assimilées et diffusées.

La combinaison de ces deux exemples pose réellement la question de l'identité politique du PCB. La dichotomie Théorie/pratique. Réflexion/action. Direction/base est un frein important à l'expression de cette identité, quelle qu'elle soit d'ailleurs.

Il en est résulté des effets paralysants pour l'organisation et une image



P. Picasso. Les trois acrobates (1925). Encre de chine

peu compréhensible à l'extérieur. Le problème n'est pas neuf, nous le savons. Il nous semble qu'il nécessite actuellement une autre réponse que le "laissez-faire". Le souci de ne pas trop secouer le parti a produit ce qu'on appelle un consensus mais qui, à notre avis, relève plutôt de l'atonie. Quelles que soient les formes d'identité que le PCB entend choisir, il faudra qu'il les assume pleinement, faute de quoi il est appelé à disparaître définitivement de l'échiquier politique.

L'attitude du pc face à la crise révèle les mêmes symptômes.

Le PC n'a pas su adapter ses propositions et surtout sa pratique politique à la situation qui a résulté de la crise de société. Se cantonner dans un canevas de propositions générales et structurelles -l'impôt sur les grandes fortunes, la réduction du temps de travail avec embauche compensatoire, le rôle accru des pouvoirs publics- à l'égard d'une population insécurisée quant à son emploi, précarisée dans ses formes d'expression -notamment syndicale-, ébranlée dans ses réflexes de solidarité et de classe, n'était-ce pas se condamner à ne pas être entendu?

Il s'agit à la fois d'un problème de fond et d'un problème de communication. Côté communication, on peut acter au sein du PC une cacophonie assez incroyable suivant les régions et les interlocuteurs.

Côté pratique politique, il est évident que certaines formes d'action, liées par exemple à l'existence naguère de bastions ouvriers, sont devenues inopérantes. De même l'essor de l'audio-visuel rend archaïque l'attachement unique à des procédés "classiques" de propagande. Il ne s'agit pas de leur tourner le dos, mais de trouver, d'inventer des formes complémentaires, mieux adaptées à la réalité d'aujourd'hui.

Il n'y a certainement pas de recettes-miracles, de solutions magiques. Mais un certain nombre de propositions, de possibilités pourraient et devraient être développées. Faute de quoi, répétons-le, aucun indicateur ne nous permet de croire à l'arrêt du déclin.

Ces questions -et de nombreuses autres sans aucun doute- amènent à s'interroger sur l'avenir du PCB et sa raison d'être, en Belgique en 1988.

A cette question qui, nous le savons, se pose aussi ailleurs qu'en

Belgique, certains associent une autre problématique: les raisons qui ont engendré la rupture entre socialistes et communistes à la fin de la première guerre mondiale. Ont-elles gardé toute leur validité, ne sont-elles pas elles-mêmes en déclin? Il est toujours salutaire de reposer des questions fondamentales, sans se contenter de réponses anciennes devenues peut-être rituelles. Qu'en est-il en l'occurrence? Peut-on interpréter des rencontres même répétées entre communistes italiens et socialistes ouest-allemands, entre ceux-ci et le SED de la République démocratique allemande, comme la fin d'une période où socialistes et communistes avaient des raisons de ne pas être confondus?

La circonspection nous paraît de mise. Théoriquement et pratiquement, peut-on à l'examen des évolutions récentes des PC et des PS, en scrutant le comportement des uns et des autres, conclure à un rapprochement entre d'une part la pensée et l'action réformistes et d'autre part, la pensée et l'action révolutionnaires?

### les rapport aux masses

Un des aspects essentiels de cette vaste problématique est, nous semble-t-il, le rapport aux masses dans l'action politique. En la circonstance, nous nous référons à l'étude de Marcel Liebman, théoricien du mouvement ouvrier et de ses organisations, publiés dans les Cahiers marxistes de janvier 86: "Réformisme d'hier et social-démocratie aujourd'hui".

Examinant les étapes et les buts de l'action politique poursuivis par le POB (puis par le PS), M. Liebman constate que jusqu'à la première guerre mondiale, "Le bilan de ces mécanismes est profondément contradictoire: la social-démocratie organise et politise la classe ouvrière; elle contribue puissamment à en faire un agent du changement social; elle arrache à l'Etat nombre de concessions importantes qui améliorent la condition et le statut du prolétariat. Mais les limites de ces réalisations sont étroites: quoi qu'on ait pu dire, et quelque fois pensé, l'obtention de ces réformes par des méthodes, où une lutte menée avec réticence et des négociations entamées à la hâte, sont étroitement liées, ne constitue pas une étape vers l'abolition du capitalisme" (3): qu'à partir de la participation ministérielle et au delà du POB, "Le réformisme épuise ses ressources sous le double effet de la crise économique et de la substitution de la pression purement institutionnelle à celle, autre-

fois encouragée et freinée, des travailleurs les plus actifs"(4). Evoquant plus avant ce rapport du parti aux masses, M. Liebman souligne "Toute action extra-parlementaire fut désormais jugée, non seulement risquée, mais sacrilège. La conséquence la plus importante d'une telle évolution fut de priver la social-démocratie d'une arme, difficilement maniable, rarement utilisée, mais, théoriquement au moins, utilisable: l'action des masses. Cette arme bannie, il ne restait, dans l'arsenal néo-réformiste, que ce sabre de bois que constitue la poussée électorale".(5) La conclusion est dure: "Le réformisme d'antan ayant rempli sa mission historique, n'est plus aujourd'hui que l'ombre de lui-même: un souvenir, un fantôme, une nostalgie. La nostalgie, ridicule ou poignante, de ce qui a été et de ce qui sera plus".(6)

Ces extraits de l'étude de Liebman, nous les rappelons non pas pour désigner des "méchants" et des "bons", des "vrais" et des "faux", mais pour souligner qu'en ce qui concerne le rapport aux masses et donc l'apport des masses, il n'est pas du tout évident que les raisons historiques de la rupture entre socialistes et communistes soient dépassées.

C'est essentiellement autour du thème de la paix et du désarmement qu'a été observé un certain rapprochement entre partis socialistes et communistes européens. Nous nous permettons de relever que les évolutions au sein de certains partis socialistes s'effectuent lentement, et surtout dans les pays où les PS ne sont pas ou plus au pouvoir. Cette évolution est positive et l'approche du discours intéressante. Celui de la réalité l'est tout autant: n'est-ce pas sous l'impulsion de Helmut Schmidt qu'a été entérinée la double décision de l'OTAN d'implanter des missiles Cruise et Pershing? N'est-ce pas le gouvernement de Felipe Gonzalez qui a fait le forcing (le mot est faible) pour l'intégration de l'Espagne dans l'OTAN? Sans parler de la position des socialistes français en la matière...

Nous ne ferons pas le procès des nouveaux choix du SPD ou du Labour. Nous ne ferons pas non plus preuve de naïveté politique. Est-ce à dire que le PCB, et plus largement les partis communistes d'Europe occidentale doivent se refermer sur eux-mêmes et proclamer une authenticité révolutionnaire qu'eux seuls possèderaient? Certainement pas!

Tout pas accompli vers l'action, la réflexion communes est essentiel. Tout ce qui peut contribuer à unir les démarches de la gauche-socialiste,

communiste, chrétienne ou écologiste- doit être encouragé et appuyé. A ce titre, il importe que le PCB s'insère pleinement dans le courant de l'Eurogauche, mais en connaissance de cause des objectifs, des difficultés, des contradictions.

Ces quelques éléments indiquent qu'en tout état de cause, le chemin à parcourir vers un rapprochement durable entre partis socialistes et communistes sera long, très long, si tant est qu'il existe. Ils témoignent aussi de la faible portée que pourrait avoir en Belgique -en regard aussi de la situation actuelle- l'absorption des communistes par les partis socialistes.

### retour à la case départ

Nous en revenons dès lors à la case départ: quid du PCB?

D'aucuns suggèrent la transformation du parti communiste en mouvement ou encore en fondation. (7) Aiguillon de la gauche, ce mouvement servirait de laboratoires de projets. Il s'agit d'une idée qui fait peu de cas d'un axe du marxisme, à savoir la liaison entre la réflexion théorique et l'action pratique. En l'occurrence, le mouvement assumerait (du moins essaierait) la réflexion théorique, la promotion d'idées, mais il serait absent dans la mise en pratique et dans un rapport avec les masses (nous y revenons). En l'absence de cet élément capital, comment concevoir la réalité et la validité de cette proposition sans une perte fondamentale d'identité, sans la perte d'une partie constitutive de la raison d'être d'un parti communiste et du militantisme de ses adhérents? Cette proposition ne peut être examinée que dans ce cadre. La question est posée de savoir si on en accepte les conditions et le prix.

Pour notre part, nous répondons non. Ce qui ne signifie pas le maintien à tout prix et dans les conditions actuelles d'un parti dénommé "communiste de Belgique". Des changements sont indispensables: l'approche théorique et pratique doit être modifiée à différents niveaux.

Parmi les changements requis: la nécessité d'établir des choix clairs dans les objectifs et dans l'action, la nécessité de les assumer véritablement. En bref, créer une véritable identité politique. Ce n'est pas un problème facile. Personne n'a encore défini de manière sûre l'identité d'un parti révolutionnaire à l'aube de l'an 2000 en Europe capitaliste.

Personne n'a révélé quand, ni par quelles formes, s'effectuerait le passage du capitalisme au socialisme. Une chose paraît acquise toutefois, c'est que cela ne se produira pas par le seul effet des contradictions du système capitaliste et de la classe sur laquelle il repose. Les partis révolutionnaires auront un rôle à jouer dans ce processus, nous en sommes convaincus. Et ce rôle aura à s'exercer surtout au niveau de la superstructure et au niveau idéologique. La constitution et l'élargissement d'un bloc historique, comme l'envisageait Gramsci, est à situer dans cet enjeu. C'est une condition nécessaire, mais pas suffisante - cela aussi, Gramsci l'a vu.

Dans cette optique, les positions et l'action entreprise à l'égard de la construction européenne seront un révélateur. Nous sommes d'accord avec Jacques Nagels lorsqu'il écrivait en 1979 qu'"en se cantonnant dans la seule dénonciation de l'intégration européenne monopolistique, les partis communistes de l'Europe occidentale ne rencontraient pas les préoccupations des masses. Ils s'isolaient, n'occupaient pas le terrain et laissaient dès lors à la droite l'initiative politique en matière de construction européenne."(8)

Près de dix ans après, on constate encore en de nombreuses circonstances les mêmes carences. Avec d'autres, le PCB devra aller dans la voie de la construction européenne. Pas celle de la "casse" sociale, mais l'Europe de l'intégration culturelle, du non-alignement, du travail.

S'il s'attelle à ces perspectives, le PC a sa place en Belgique et en Europe. Il a des objectifs à proposer et à réaliser - avec d'autres. Le chemin sera peut-être long mais le combat peut être mobilisant. En tout état de cause, il ne peut plus rater ou différer ses choix.

#### Notes:

(1) Voir tableau

(2) Voir infra "Documents du PC"

(3) Réformisme d'hier et social-démocratie d'aujourd'hui. M. Liebman. C.M. janvier 86 pages 18-19

(4) op. cit. page 19

(5) op. cit. page 22

(6) op. cit. page 23

(7) Voir la lettre de W. Wolstajn dans "Bruxelles en Mouvements", mars 1988.

(8) Contre-projet pour l'Europe -GEM- 424 pages 1979. Editions FJJ

### extraits du rapport de louis van geyt

24<sup>me</sup> congrès du pcb, fin mars 1982

Les délibérations de notre congrès sont la suite directe du large débat qui s'est développé dans l'ensemble du parti suite à notre échec électoral du 8 novembre 1981. Au travers de la grande diversité d'opinions et par delà les contradictions, une chose au moins est apparue très clairement et de manière presque unanime dans ce débat: le besoin urgent, dans le contexte actuel de crise profonde de société, de situer toute notre action politique dans la perspective d'un projet d'avenir beaucoup plus clair et explicite, de définir et d'éclaircir l'identité de notre parti pour les travailleurs, les femmes et les jeunes, le mouvement de base, en bref les gens, en liant constamment notre pratique politique concrète à ce projet d'avenir.

Il est vital, pour le mouvement et pour notre parti lui-même, dans le présent, que notre congrès réaffirme la conception de la transition au socialisme retenue par nos congrès précédents, et qu'il refuse clairement d'en revenir à une conception sommaire, qui n'aperçoit d'autre possibilité de changement réel que par la voie d'une rupture brusque de la domination des monopoles.(....) Voilà bien longtemps que, jetant les premiers fondements de sa conception contemporaine du passage au socialisme, notre parti a abandonné la notion de "dictature du prolétariat" pour un pays tel que le nôtre. Mais n'avons-nous pas de la sorte pris en compte, de façon cependant beaucoup trop implicite jusqu'ici, le fait que chez nous le pouvoir et même l'"avoir" du grand capital se fondent bien moins sur une dictature -c.à.d. sur une contrainte directe- que sur l'hégémonie qu'il exerce dans le domaine déterminant des modes de travail et d'existence, en même temps que dans tout le vaste domaine aujourd'hui si important de la lutte des idées, à l'échelle de la société?

Aussi, ne saurait-il y avoir de changement réel, par rapport à la "gestion de la crise", sans que ne soit contestée -à l'encontre des conceptions réformistes- l'hégémonie du capital financier, et sans que ne soit posé en revanche le problème de la substitution progressive à cette hégémonie d'une autre hégémonie, celle des courants avancés du

mouvement ouvrier et démocratique acquis à la nécessité du passage au socialisme.

Or cette nouvelle hégémonie, ceux-ci ne pourront l'asseoir qu'en oeuvrant à la constitution d'un vaste rassemblement de forces sociales, disposé à mettre en cause la domination du grand capital sur l'Etat et sa totale emprise sur les leviers de l'économie.

Pareil rassemblement qui, pour gagner, a besoin d'être ou de devenir majoritaire, devra englober à la fois le monde du travail et les "forces nouvelles" -femmes, jeunes, mouvement démocratique de base, forces progressistes de la culture, de la technique,...-qui se dressent contre la politique de régression de la droite. Ceci dans le plein respect des besoins et des aspirations spécifiques de chaque composante -et en particulier des motivations propres, essentiellement économiques et sociales pour les unes, et avant tout socio-culturelles pour d'autres, de leur volonté de changement et de leur acceptation d'une alliance où des forces acquises à une perspective socialiste donnent le ton.

Parlant des efforts du parti pour donner un contenu aux notions de "changement", de "passage au socialisme", Louis Van Geyt déclare:

Au cours des années écoulées, ces efforts ont été principalement inspirés et motivés par trois types de soucis convergents:

- a) la conviction qu'il était nécessaire d'offrir la perspective d'une issue démocratique à la crise, comme alternative à une politique de régression de la droite qui s'annonçait clairement ;
- b) le besoin de jeter les bases, tant stratégiques qu'idéologiques et programmatique de l'alliance indispensable, dans une perspective socialiste, entre le mouvement ouvrier proprement dit et les "forces nouvelles" à côté de lui qui, surtout depuis la fin des années soixante, étaient progressivement entrées en lutte contre une société dominée par le capital financier et par la course au chiffre d'affaires maximum et au profit maximum ;
- c) la nécessité de préciser -dans le prolongement de notre XI<sup>me</sup> congrès, à la lumière des thèses du XX<sup>ime</sup> congrès du PCUS et par rapport aux développements qui se sont produits dans les pays qui se réclament du socialisme et que nous ne pouvions approuver -notre option d'une voie démocratique vers un socialisme démocratique, option que notre XXIII<sup>me</sup> congrès a défini comme "notre conception

eurocommuniste de la marche au socialisme et du socialisme lui-même".

(On notera par ailleurs l'émergence -déjà claire au congrès de 1982- de l'idée qu'il importe d'associer les usagers (utilisateurs, consommateurs) à la défense et à l'amélioration des services publics.)

### **extraits du rapport de claude renard**

conseil fédératif francophone, septembre 1984

Avec le recul, on voit que les choses ont commencé à tourner mal non seulement pour nous, mais pour l'ensemble de la gauche, après l'avortement des espoirs qu'avait suscités la grande manifestation organisée à Namur par le front commun syndical le 29 mars 1979.

Jusque-là, nous avions souvent constaté que les travailleurs n'avaient pas pris très nettement conscience de la gravité de la crise, mais, fin 1978 début 1979, cette conscience s'éveille et débouche sur une mobilisation remarquable qui va malheureusement tourner court. A ce moment, rappelez-vous, Vanden Boeynants se dit prêt à accepter les 36 heures, mais l'action syndicale s'arrêtant net, Tindemans sort de sa réserve et déclare explicitement qu'il n'en est pas question. C'est à partir de ce moment-là, que, du gouvernement Martens 1 au gouvernement actuel en passant par les changements de direction au sein du PS, un sentiment de résignation devant la crise a commencé à prévaloir dans les masses, permettant à la droite néo-libérale de s'emparer du pouvoir aux élections de 1981 et laissant le champ libre à ses coups redoublés.

Par la suite, les "excès" du néo-libéralisme ont provoqué des ripostes plus résolues et nous en avons déduit que, faisant l'expérience de l'inefficacité des recettes de la droite face à la crise, les masses en mouvement dépassaient peu à peu le climat de résignation. Il y eut, en effet, de mai 1983 à avril 1984, une série de batailles sociales très importantes, quoique toujours fragmentaires, dans lesquelles le parti

s'est engagé à fond et a joué un rôle non négligeable. Mais il reste que toutes ces luttes ont été ressenties comme des échecs par les travailleurs, auxquels nous avons expliqué que, dans l'état actuel des choses, on ne pouvait espérer obtenir aucun succès significatif sans porter les luttes au niveau interprofessionnel.

### **mieux analyser les conditions objectives de notre lutte**

De toute évidence, ce message n'a pas passé la rampe. Pourtant, dans ce domaine, le parti a agi avec une cohésion qui, cette fois, ne permet pas d'expliquer l'échec par des discordances internes. Ceci est fort important pour essayer de tirer ensemble les leçons de l'expérience. En fait, nous avons utilisé, dans ces vagues de luttes successives, un certain modèle de renforcement du parti qui avait fait ses preuves dans le passé: se situer dans les luttes, mais devant; mettre l'accent sur la dimension interprofessionnelle de ces luttes et, en même temps, se démarquer clairement de tous les freinages réformistes, contre tout retour à une gestion réformiste de la crise.

Force nous est de constater que ce "modèle" n'a pas fonctionné. Il y a là matière à réflexion. Est-ce que cela peut s'expliquer uniquement par le fait que les travailleurs ont eu le sentiment d'avoir été battus? A mon avis non. Si les travailleurs les plus combatifs avaient capté notre message, ceux-là au moins auraient pu en conclure, même avec le sentiment d'avoir été battus, que le PC méritait d'être renforcé (Je rappelle qu'en 1961, la grande grève ne s'était pas terminée sur un sentiment de victoire). Mais les choses ne se sont pas déroulées ainsi.

Il y a donc eu nécessairement des insuffisances et des lacunes dans notre analyse du mouvement réel, malgré les corrections (que je crois toujours judicieuses) apportées à notre action par le 24<sup>e</sup> congrès national. Il est plus que probable - et c'est, je crois, ce que pense le Comité Central - que nous n'avons pas encore bien apprécié les conditions objectives dans lesquelles nous menons actuellement notre combat, ce qui nous a amenés à nous fonder trop unilatéralement sur des méthodes qui, sans être nécessairement périmées, ne suffisent plus à assurer notre crédibilité dans l'opinion de gauche et par rapport aux autres courants de la gauche. Voilà, sans aucun doute, un thème qui devra alimenter nos réflexions dans les prochaines semaines.

Dans mon rapport de juin, j'ai fait remarquer que lorsque les gens doivent faire des choix électoraux dans les conditions d'un arrêt des luttes sociales, la logique des opportunités a toujours tendance à l'emporter sur celle du combat. Mais il ne s'agit pas seulement de choix électoraux. On ne peut même pas dire que le parti ait eu tendance à se renforcer organiquement pendant les phases de montée de ces luttes, alors que ses militants couraient partout et que ceux d'entre eux qui ont des responsabilités syndicales obtenaient, je le rappelle, des résultats intéressants aux élections sociales.

Il est à peine besoin de répéter que le PS a en général suivi sa direction dans des opérations, parfois très ouvertes, de freinage des luttes, et que tout cela a pesé lourdement sur le tonus de l'action syndicale-, à peine moins (si c'est moins) que les reculades de la CSC. Dans notre souci légitime de combattre ces freinages, avons-nous suffisamment pris en compte tout ce qui, dans notre société en crise, alimente les efforts réformistes? Les facteurs de freinage des luttes sont dans la réalité avant d'être dans la politique de Guy Spitaels ou de Robert D'Hondt et il ne suffit pas, pour en venir à bout, de faire la critique, même très bien argumentée, des comportements réformistes. Est-ce que les travailleurs ne nous voient pas souvent comme des gens qui, s'ils paient de leur personne, ont politiquement un côté "frères prêcheurs"?

La crise se traduit par des phénomènes sociaux qui ne nous sont pas du tout inconnus, qui nous sont même très familiers, mais est-ce que nous les prenons suffisamment en compte dans notre politique?

Il y a, c'est incontestable, accentuation de la marginalisation des couches sociales les plus vulnérables, les plus menacées par le retour de la misère; accentuation des oppositions entre toutes les catégories sociales: travailleurs occupés et sans emploi, secteur public et secteur privé, hommes et femmes, jeunes et "vieux", sans parler des problèmes communautaires et de ceux de l'immigration. Il faudrait voir si à ces tensions profondes que la droite exploite sans vergogne, les réponses que nous donnons ne sont pas souvent trop abstraites et "raisonneuses" pour être comprises. Le fait est, en tout cas, que nous nous comportons souvent comme si notre base sociale et la mentalité des gens n'avaient pas fortement changé depuis 10 à 15 ans.

## problèmes de notre base sociale

J'ai déjà, dans mon rapport de juin, donné des chiffres sur la régression de l'emploi industriel depuis 1974. Il y a une désagrégation, qui devient galopante, du tissu social dans lequel le parti s'enracinait depuis son origine et cela va de pair avec cette tendance, que nous vérifions tout le temps, à la fragmentation des luttes, au repli vers des solutions dites de moindre mal, à des actions de résistance vigoureuses au départ mais qui tournent court, à des réactions électorales du genre vote Happort ou Ecolo.

Tout cela exigerait une réévaluation sérieuse de notre approche des problèmes de la classe ouvrière contemporaine. Il faut d'ailleurs remarquer que les difficultés que nous rencontrons se retrouvent dans bien d'autres pays capitalistes. C'est à une échelle internationale que la lutte des classes se fractionne en combats partiels ou catégoriels qui laissent un grand espace aux forces de droite et aux solutions de type réformiste. Il n'est pas inutile d'avoir cette donnée en tête même si cela ne nous dispense évidemment pas de balayer devant notre propre porte.

Il me semble que c'est dans le même cadre que devrait entrer une réflexion plus fine sur le rôle des communistes dans les organisations syndicales, dans la bataille pour le respect de l'indépendance et de la démocratie syndicales.

N'avons-nous pas eu longtemps une vision un peu trop mécaniste de l'élévation de la conscience de classe des travailleurs, basée sur l'expérience que les travailleurs font des limites du capitalisme? Nous voyons bien aujourd'hui que toutes les démonstrations, pour nous évidentes, de la putréfaction du capitalisme ne conduisent pas nécessairement la classe ouvrière à découvrir plus facilement qu'il faut changer la société. Au contraire, le chômage massif et la manière dont la crise est perçue par les gens ont rendu une large audience à de vieilles lunes idéologiques à peine remises à neuf. Il n'y a pas que le retour en force des idées libérales. C'est dans une certaine mesure la tradition de Proudhon qui revit dans le mouvement écolo. Quant au réformisme, qui s'était identifié longtemps à des grandes réformes démocratiques et sociales, il en est presque revenu au "possibilisme" étriqué de ses débuts.

Tout cela confirme, à certains égards, que si le parti communiste n'existait plus, il faudrait le réinventer. Le mouvement lui-même en éprouverait la nécessité pour trouver à terme une issue positive à la crise et les moyens concrets d'y parvenir, tâche effectivement très difficile puisqu'elle n'est ni plus ni moins que révolutionnaire. C'est peut-être parce que nous avons trop longtemps sous-estimé les difficultés qui nous attendaient dans la dernière phase historique de la décomposition du capitalisme que nous sommes quelque peu troublés aujourd'hui.

### **conscience de classe et opinion publique**

Très certainement, l'expérience des masses continue à jouer un rôle déterminant dans le processus de conscientisation sociale, mais, outre qu'elle n'a jamais débouché automatiquement sur des conclusions politiques, on peut penser que, de nos jours, il y a entre les situations sociales vécues et les conclusions politiques que les gens en tirent, des éléments de brouillage idéologique beaucoup plus actifs que par le passé, ne serait-ce qu'en raison de la place des médias audio-visuels dans la vie quotidienne de la population.

J'ajoute que c'est probablement depuis longtemps, bien avant l'accélération de la crise que -sauf peut-être dans tel ou tel texte- nous ne tenons pas assez compte dans notre politique et jusque dans notre langage politique des transformations qui se sont opérées dans la conscience de classe elle-même. Bien sûr, nous avons déjà parlé des changements qui interviennent dans la composition sociale de la classe ouvrière, du rôle accru du travail intellectuel dans la production (là où il y a encore production), mais comment cela s'est-il traduit au niveau de la perception que les gens ont de nous, au niveau de l'image que nous donnons de nous-mêmes? Cette image est, bien sûr, systématiquement déformée par l'idéologie dominante qui contrôle les media, mais est-ce que nous y réagissons collectivement comme il le faut? Le fait est que pour beaucoup de jeunes, on l'a déjà dit à cette tribune, le parti communiste c'est "le passé". Ceci, me semble-t-il, doit nous interpeller; il faut dépasser le stade des allusions à l'existence de ces problèmes.

En tout cas, les obstacles objectifs auxquels se heurte aujourd'hui la conscience de classe laissent un champ beaucoup plus large que dans les périodes d'ascension du mouvement aux pressions idéologiques que les détenteurs du pouvoir exercent sur l'opinion publique.

Encore ne faut-il pas considérer que ces pressions sont en quelque sorte imparables. Les rapports de forces sont ce qu'ils sont, mais je crois aussi que nous avons un parti très mal préparé aux batailles de l'opinion publique, alors que nous avons pu vérifier dans un combat aussi essentiel que celui des missiles, à quel point l'opinion publique pouvait être déterminante -et l'être positivement-, si on en réunit les conditions, y compris par un choix judicieux des objectifs. D'une façon générale, la droite, elle, a parfaitement compris qu'elle ne pouvait imposer sa politique qu'en s'assurant la maîtrise de l'opinion publique, et elle s'y emploie avec art. Le PS et les Ecolos jouent, eux aussi, avec aisance sur ce terrain où se décident les résultats de toutes les élections. Je n'oserais pas en dire autant de notre parti. Est-ce que nous n'avons pas un parti dont bien des militants seraient tentés de considérer que le spectre de l'opportunisme n'est pas loin simplement quand on tient compte de l'opinion publique? Est-ce que ce travers ne nous prive pas de certaines antennes dont l'absence nous coûte cher notamment dans les luttes électorales?

Nous savons tous qu'il y a une dialectique luttes sociales-luttes électorales- état du parti, mais on oublie parfois que sur les 10 dernières années, trois seulement ont été des années sans élection. Cela veut dire que, dans les faits, la bataille politique tourne presque toujours autour d'enjeux électoraux et quand ce n'est pas à court terme, c'est à moyen terme, comme c'est encore le cas actuellement. C'est de façon quasi permanente que les formations qui ont accès aux médias se disputent l'opinion publique à grand renfort de gestes spectaculaires qui créent "l'événement" ou "l'effet". Il va sans dire qu'il nous est très difficile de rivaliser avec les autres dans ce domaine et que la pire sottise que nous pourrions commettre serait de vouloir les singer. Mais on ne peut se borner à constater l'existence de ce handicap. Il existe incontestablement, mais il ne suffit peut-être pas à expliquer pourquoi, presque chaque fois, le parti:

- ou bien est pris au dépourvu par des élections anticipées qui estompent régulièrement les problèmes dont il se préoccupe, lui,
- ou bien ne parvient pas à se situer dans les débats qui accrochent l'opinion quand les élections arrivent à la date prévue. La répétition du même phénomène sur une longue période ne peut pas être accidentelle. Il y a là une "raideur" à propos de laquelle nous devons aussi nous poser des questions.

## document de réflexion préparatoire (extraits)

25e congrès national - avril 1986

Le Comité central sortant considère que le congrès ferait avant tout oeuvre utile en examinant comment le parti -écartant toute tentation de céder à l'amertume, voire de se replier frileusement dans sa coquille- peut contribuer au mieux, avec les moyens dont il dispose:

- a) à jeter les bases au sein du mouvement ouvrier et des autres forces sociales et démocratiques, d'un large courant d'opinion qui mette en cause la logique de l'austérité, même aménagée, de la dérégulation et de la "société duale" ;
- b) à oeuvrer à la jonction de ce courant avec d'autres, en particulier ceux qui revendiquent une meilleure qualité de la vie, moins de gaspillages, le renouvellement de la démocratie dans une perspective fédéraliste, plus de solidarité intérieure et internationale avec les victimes de la crise et des oppressions, une Europe et un monde désarmés et une coopération pacifique tous azimuts.

- Privé de représentation parlementaire, notre parti ne doit-il pas s'efforcer de redevenir davantage un producteur collectif d'idées utiles pour l'action, s'attacher à oeuvrer dans ce sens sur les terrains qu'il peut prendre en charge, compte tenu de ses forces et de ses contacts?

Ne devra-t-il pas mettre le plus grand soin à procéder à la sélection des objectifs et des revendications, ainsi qu'à veiller à la continuité des efforts à ce double égard?

Ne s'agira-t-il pas également pour lui de mesurer avec le plus grand soin les niveaux de la sensibilisation, de la mobilisation, de la capacité et des moyens d'agir efficacement -y compris vers les forces politiques et les lieux de décision?

Dans cet esprit, le congrès ne devra-t-il pas inviter le futur Comité central à pousser plus avant, avec l'ensemble du parti, l'expérimentation de méthodes et de formes de propagande et d'action qui partent des préoccupations et de l'état d'esprit réels des diverses couches populaires?

Quel est le discours à adresser à des sans-travail dont on sait qu'ils n'ont que peu de chances de (re)trouver du travail? Comment amener

des salariés, y compris au niveau des cadres, à déjouer effectivement les plans patronaux et gouvernementaux, en même temps que les pièges du consensus "réformiste" ou ceux d'un certain maximalisme?

C'est un fait que le refus de la logique de l'austérité tout comme la recherche de globalisation de ce refus avec d'autres formes d'opposition (par exemple aux missiles) vont à contre-courant des idées dominantes jusqu'au sein de la gauche elle-même, du moins pour le moment.

On ne soulignera donc jamais assez la nécessité d'argumenter les revendications et les actions au départ des situations et des pensées réelles des gens auxquels nous nous adressons.

**Les CM de juin 1987 (N° 152) ont publié un autre document, émanant du Comité Central du PCB. Ce numéro peut être obtenu sur demande.**

## le rôle des communistes sous l'occupation nazie

entretien avec José Gotovitch

**CM:** *Nous sommes quelques uns à avoir assisté à la défense de ta thèse de doctorat à l'ULB, à avoir lu les quelque 600 pages de cette thèse. Il n'est pas possible de résumer un travail aussi considérable, que tu as réalisé en y consacrant plus de dix ans de recherches. C'est à la fois une minutieuse description, un récit épique, une analyse critique. Il s'en dégage une impression de foisonnante richesse. Loin d'une froide vivisection, ou d'un bref instantané, tu livres une passionnante relation d'un processus très complexe.*

*Avant de te poser quelques questions de fond sur ton travail, je crois qu'il serait très éclairant que tu en expliques la genèse.*

**JG:** Il n'est évidemment pas né d'un seul jet. Au départ, l'objectif était de percevoir ce qu'avait été le parti communiste pendant la guerre, mais je ne savais par quel bout l'aborder. J'ai beaucoup varié dans le cours de ma recherche. Tant qu'à parler de genèse, je dois évoquer mes souvenirs de jeune communiste: je me trouvais en présence de "grandes vérités", d'histoire officielle, de légendes. Etudiant, j'ai eu la volonté de fonder l'épopée de la Résistance sur une réalité historique.

Dans une première étape, je me suis donc appliqué à lire les textes officiels, résolutions de congrès et documents qui déterminent la stratégie, qui fixent "la ligne". Comme ma génération a grandi avec le matériel culturel et idéologique du Parti communiste français, j'avais les yeux tournés vers la France, ses souvenirs glorieux et ses héros. J'ai découvert qu'en Belgique, il n'y avait quasi pas de littérature ou de souvenirs de la Résistance. Il fallait les rechercher, les exhumer. Très vite, il m'est apparu qu'il y avait un monde entre les vérités assénées dans les textes officiels et la réalité vécue par le militant, fût-il dirigeant. J'ai perçu des difficultés à raconter, des dissonances, des voiles, des soupirs. Au lieu d'être cette machine bien huilée que j'avais imaginée, le parti était un ensemble de femmes et d'hommes animés par la foi, dotés d'un énorme

courage, d'une inventivité étonnante. C'était plus attachant que les canons des gestes héroïques. Cela m'a fortement stimulé à poursuivre ma quête.

La deuxième étape est marquée par la cofabrication avec Jules Gérard-Libois, de "L'An 40". Une chance qui m'a permis (notamment) d'appréhender la guerre en Belgique et les forces politiques traversant la société, sans me centrer sur le PC. Celui-ci a joué un rôle capital, c'est certain. Encore fallait-il, pour tenter une histoire marxiste, resituer ce rôle dans un contexte, dans la réalité de la société civile belge. Car, bien entendu, d'autres forces politiques et sociales, pas forcément organisées comme "Résistance" existaient, avaient leur consistance. Ainsi, en rendant par exemple aux socialistes leur place effective, on comprenait mieux celle qu'occupait le PC. Que dire alors de la lecture du jeu des forces de pouvoir, de la compréhension de la politique subtile du patronat, de l'appréciation correcte de la lutte des classes dans les conditions de l'occupation? Pour rendre compte de tout cela -et il était important d'en rendre compte- je ne pouvais me contenter d'une simple exégèse de textes -qui, soit dit en passant, est une maladie d'un certain type d'anticommunisme...

J'ai aussi eu des "coups de pot", servis, il est vrai, par une recherche obstinée. J'ai découvert des personnages, anciens militants retirés qui ne figuraient pas dans la galerie des portraits consacrés, et qui avaient conservé de précieux documents. Grâce à eux, j'ai pu, au delà de l'anecdote, reconstruire le réel de l'organisation communiste à Bruxelles dans sa quotidienneté, même pour des périodes jusqu'alors occultées. Et cette approche du réel m'a fourni les moyens d'affiner les questions que je posais aux "témoins", au fil de ma quête. Arrivé à ce stade, il devenait impossible de ne pas me servir de ces trésors. J'ai alors entrepris ce qui devenait clairement un doctorat; il s'agissait de reconstituer l'histoire de la fédération bruxelloise du PC en vérifiant la réalité d'une ligne par la pratique du terrain.

Troisième et dernière étape: l'accès aux documents de la Commission de contrôle politique du PC. Cette ouverture m'a assuré une approche en profondeur des hommes. Ainsi ont pu être déjoués les pièges, parfois inévitables, de témoignages recueillis trente ans après les faits.

Je n'étais pas au bout de mes peines. Il fallait situer le rôle (important) de l'Internationale communiste et de son délégué en Belgique -personnalité de poids. Dans cette optique, j'ai pu bénéficier in extremis du début de la politique d'ouverture des archives du Comintern, qui doit livrer, je l'espère, de nouvelles richesses encore.

Il fallait comprendre comment le PC avait organisé la mobilisation politique, pourquoi et comment il avait organisé l'action armée. Il fallait éclairer ses relations avec le Front de l'Indépendance, avec les Partisans, avec les Comités de lutte syndicale... J'ai essayé de définir les lignes nationales de cette politique, de situer les dirigeants nationaux dans leur réalité, en abattant bien des mythes. Et sur le terrain bruxellois, j'ai tenté de faire le tour de toutes les réalités internes et externes.

Le projet s'est fabriqué en progressant. Il n'était pas, à son terme, ce que j'avais conçu au départ. La matière en est si riche qu'elle pourrait encore alimenter maints développements. En tout état de cause, le travail reste centré sur Bruxelles, qui a des spécificités très marquées, et ne donne donc pas une vision complète du rôle des communistes sous l'occupation. Ce travail appelle des recherches sur l'occupation dans la Wallonie industrielle, et singulièrement à Liège -ainsi qu'en Flandre.

**CM:** *Après avoir rappelé en bref le cheminement du PCB, de sa naissance en 1921 jusqu'en 1939, il dispose alors de 9 sièges à la Chambre, tu décris l'impact de la situation internationale très tendue - et singulièrement, après Munich- du pacte germano-soviétique. S'il n'est pas vraiment ébranlé à l'intérieur, le PCB est en tous cas isolé. L'opinion publique condamne son "allégeance" à Moscou. Il est "le parti de l'étranger".*

*Or c'est ce même parti qui au cours de l'occupation va très vite devenir, je reprends ta formule, "acteur de l'histoire", marquant profondément le paysage de la guerre et de l'après-guerre. Comment s'est opéré ce prodigieux passage de l'isolement politique à un rôle aussi central? Comme le parti a-t-il pu s'assurer d'un appui populaire?*

**J.G.:** C'est une question essentielle.

Sur l'imprégnation du parti communiste dans la société belge d'avant-guerre, j'avance une hypothèse qui mérite encore confirmation. Il me paraît que le parti a réussi à s'insérer effectivement dans un tissu social.

Ce tissu est discontinu -c'est sa faiblesse- mais l'implantation est réelle dans une série de milieux. Ainsi dans certaines catégories sociales et dans certains métiers importants à Bruxelles -postiers, tramonts, métallos, ouvriers et employés communaux- des militants communistes bénéficient d'un grand rayonnement. Par ailleurs, les jeunes communistes -si importants dans la lutte clandestine ultérieure- occupent seuls le terrain "Jeunes" de la capitale, la JGSU (Jeune Garde Socialiste Unifiée) quoique affaiblie, étant passée entièrement sous influence du PC. Celui-ci exerce également un attrait profond sur certains milieux intellectuels, l'Université libre de Bruxelles jouant là un rôle essentiel. Je crois qu'au fil du progrès de la recherche historique, on dégagera le rôle capital joué dans les partis communistes occidentaux par les intellectuels et l'influence du PC sur les intellectuels. L'image du "parti de la classe ouvrière" pourrait s'estomper sous l'analyse pointue des effectifs communistes. C'est à coup sûr le cas à Bruxelles, où le parti a conservé en 1939 ses passerelles avec divers milieux intellectuels. Dans cette période cruciale qui précède la guerre, une partie de son électorat vient du parti socialiste. A l'opposé de ce qui se passe en France par exemple, dans notre pays, le "coup" de Burgos, la déception engendrée par ce qui est considéré par beaucoup de socialistes comme une véritable trahison, valent au PC l'image d'un parti fidèle à la République espagnole, fidèle à l'antifascisme. Le ralliement du Dr Marteaux au PC est le signe d'un malaise profond dans le POB. Mais Marteaux restera seul.

Se vérifient une fois encore à ce propos la force des liens qui tissent la social-démocratie belge, une force qui empêche généralement l'électeur du PC de devenir un adhérent au PC. On la retrouvera en 1940, dans les premiers mois de l'occupation.

L'observation est, je crois, importante: qu'il le veuille ou non, le parti communiste se définit, au niveau de son influence et de son impact, par rapport au parti socialiste.

En 1939, au moment où les communistes encaissent ailleurs des coups parfois très violents, le PCB maintient donc neuf sièges à la Chambre (deux à Bruxelles).

Mais comment ne pas évoquer ici l'impact de l'image de l'URSS sur le monde (pas immense quand même, ne nous y trompons pas) touché par les communistes?

B. Janner  
XXXVI.  
P. 10



P. Picasso. Minotaure et sa proie (1936). Plume

Cet impact constitue un ciment beaucoup plus solide à mes yeux que l'antifascisme, et ce n'est pas contradictoire, puisque l'URSS apparaît comme la force antifasciste par excellence. Mais la fascination de l'Union soviétique, le rapport entre le militant et l'URSS n'auront cessé de me frapper au cours de mes recherches. C'est l'image la plus forte qui sort des interviews, des lectures surtout parmi les intellectuels, les gens des classes moyennes. Je reviens à la notion d'isolement. Etant donné que le parti belge est petit, il est, si j'ose dire, petitement isolé. En France, c'est tout autre chose: la force du PCF épouvante, attise les haines et on a pu constater que ce sont principalement ses élus qui l'abandonnent, car ils sont soumis à la pression directe de l'opinion. Avec ses dix mille membres et sa douzaine d'élus, le PCB est moins sensible à la conjoncture extérieure. Ses effectifs constituent ensemble un noyau dur. Un exemple extraordinaire de sa cohésion: un avocat quitte le parti au moment du pacte germano-soviétique, mais son départ n'est pas signalé à l'extérieur, et en dehors de son ex-parti, il continue à défendre le pacte!

Une analyse menée dans le Hainaut ou à Liège permettrait de mieux voir dans quelle mesure, dans ce climat de crise et compte tenu de l'attitude syndicale, le PC est aussi apparu comme un défenseur d'intérêts élémentaires "classiques". J'ai pour ma part privilégié le chemin politique.

*CM: Mais des mesures répressives frappent les communistes, leur presse. Cela reste-t-il sans effet?*

**J.G.:** Le parti est beaucoup moins persécuté qu'en France. On crie beaucoup sur les communistes, le monde politique les honnit, il y a quelques incarcérations. Mais personne ne dit qu'il faut les condamner à mort. Cela tient, je crois, à une caractéristique de la Belgique, qui répugne aux outrances, aux affrontements violents. La chasse aux sorcières se limite à certains syndicats; il y a peu de dénonciations. Encore une fois, le contraste est net avec la France. Mais des injonctions venues de France seront suivies d'effets en Belgique, et des arrestations opérées. A Bruxelles en particulier, le rayonnement communiste à l'université a entravé la répression: il est plus difficile de poursuivre le gars avec lequel on a fait son droit, ou le copain avec qui on a siégé au comité du Libre-Examen. A Liège, la répression a été plus dure. Le procureur était un anticommuniste rabique et les arrestations du 10 mai 40 et du 22 juin 1941 ont été rudement menées. C'est à Liège également que les

affrontements sociaux sont plus évidents et la société moins consensuelle. D'où, je le souligne encore, l'importance que revêtirait l'étude de cette région.

Dans le même temps, le parti socialiste s'effondre, les syndicats sont anéantis, et avec eux la famille socialiste. Le PC croit alors pouvoir lancer une OPA sur les socialistes. C'est une erreur d'appréciation dont nous reparlerons. Il se trompe sur la profondeur de l'enracinement du POB. Certes l'effondrement de ce dernier est une réalité spectaculaire. Pendant un an et demi, il n'y aura pas de voix socialiste.

Le PC, lui, va démontrer qu'il existe. Et la situation est paradoxale. Sa ligne stratégique, avec "la lutte contre les deux impérialismes", ne correspond en rien à ce que vivent les gens, face à l'occupation allemande. Mais le PC se montre, refuse l'Ordre nouveau, tout en évitant encore les affrontements avec l'occupant. Il met en avant des revendications sociales, s'oppose à Rex, au VNV. Cette action est tellement claire que "la ligne" n'a guère d'importance. Si je dis que le fait qu'existe un journal clandestin a alors plus d'importance que ce qui est écrit dans ce journal, on pourrait m'accuser de faire une pirouette. J'y crois cependant, dans la mesure où le jargon et le délire politique imprimés ne peuvent être compris que par un militant entraîné. Les communistes formés sur base de l'Histoire du PC(b) de Joseph Staline, ont appris à décoder des choses illisibles, à s'en satisfaire. Dans cet exercice, ils ne sont pas tellement suivis. Mais ils manifestent leur volonté de refuser l'Ordre nouveau, sonnent le ralliement autour d'eux, désignent des cibles tels De Man, Degrelle, le VNV qui ont une signification claire pour les gens, contrairement au concept d'impérialisme. Quand le parti suscite les premières bagarres dans la rue à Bruxelles, sur les boulevards centraux en 41, les gens applaudissent. Quand on rosse le VNV rue Haute, les gens approuvent. Quand les femmes des Marolles défilent pour du pain, tout le monde en parle, on sait que cela répond à une réalité -la faim- et on se doute que les communistes sont derrière...

C'est ainsi que pratiquement (et bientôt politiquement) le parti est sorti de son isolement.

Les socialistes se taisent toujours. Ils vont parler pour la première fois le 1er mai 1941; ils lancent un message d'espoir très net, dont on aurait tort de sous-estimer l'importance, mais qui ne donne pas aux gens

révoltés les moyens d'affirmer, de vivre leur révolte -ce que vont faire les communistes. Mieux, à ce moment-là se développe dans le pays un mouvement de nature patriotique très réel, qui vibre avec Londres -peut-être plus avec de Gaulle qu'avec les Belges de Londres- mais qui vibre... J'ai retrouvé dans les archives de l'Internationale communiste à Moscou (\*) un document qui avait disparu des mémoires et qui me paraît capital à ce propos. Il émane du comité central du PCB, réuni par fractions, clandestinement, et qui date de janvier 1941.

**CM:** *C'est ce que tu appelles "Le tournant décisif"...*

**J.G.:** Oui. La direction du parti constate l'existence d'un mouvement patriotique qu'il juge positif. Il estime que sans son intervention, la classe ouvrière risque de se mettre à la remorque d'un mouvement dirigé par la bourgeoisie. Il émet dès lors l'idée qu'il est nécessaire de créer un mouvement patriotique dirigé par la classe ouvrière. Pour moi, c'était le chaînon manquant d'un raisonnement. Personne ne m'avait parlé de ce document auquel j'attache beaucoup d'importance pour diverses raisons. Et notamment parce que j'y vois la preuve que l'expérience de terrain -et du terrain belge en particulier- a constitué un laboratoire pour l'Internationale communiste, par le biais de ceux qui le représentaient ici. En d'autres termes, janvier 41 en Belgique peut avoir préparé des décisions au niveau international. J'espère pouvoir bientôt confirmer cette hypothèse.

Mais revenons à janvier 1941. Prendre en compte l'existence d'un front patriotique où entre autres, catholiques et bourgeois jouent un rôle, c'est toute une révolution! Le parti perçoit ce qui se passe dans la société; il ne lit plus la réalité à travers ce qu'il veut qu'elle soit, ou ce qu'on lui dit qu'elle est. Il est en prise directe avec les réalités. Et il rassemble ses forces. Le tournant décisif est pris. En mai 1941 est publiée la plate-forme du Front de l'Indépendance. Et quand les armées hitlériennes entrent en URSS, le 22 juin, les interdits qui subsistaient envers les communistes sont levés et la politique définie en janvier deviendra pleinement efficace. Dès lors, le parti communiste est devenu un acteur de l'histoire. D'autant plus qu'il décide des formes -extrêmement diverses- de l'action. Sa créativité est grande et il fait jouer avec efficacité ces fameuses passer

---

(\*) L'IC est dissoute en mai 43

elles construites avec la société civile avant la guerre. Justice libre (Julie), Médecine libre (Mélie), Enseignement sont non seulement des titres de clandestins, mais des structures d'organisation du Front de l'Indépendance bâties dans les milieux concernés. Face à l'UTMI et à la paralysie du terrain de lutte des entreprises, il constitue autour des ouvriers et employés communistes des Comités de lutte syndicale (CLS). Quand surgit le problème des réfractaires au travail obligatoire, le PC trouve également la forme d'organisation adéquate. Mais, il faut le souligner, le PC échoue dans sa tentative de faire du FI une fédération d'organisations, l'équivalent du Conseil National de la Résistance en France. Le succès de masse du FI vient des adhésions individuelles à cette forme d'action contre l'occupant, à la volonté de plus en plus marquée de la population de ne pas rester l'arme au pied.

Précisément en ce qui concerne l'action armée, je voudrais formuler deux observations. D'abord, que les formes d'action militaire choisies ont une motivation claire: soulager l'arrière du front soviétique. C'est normal pour le PC de l'époque, attaché sentimentalement à l'URSS et de surcroît élément de l'I.C. C'est légitime car l'URSS est une alliée. Mais cet aspect est rapidement dépassé par le mouvement lui-même et par l'évolution de la guerre elle-même. L'action armée change d'objectifs et d'après moi, paradoxalement sans doute, devient essentiellement politique. De là ma seconde observation. Elle porte sur une différence par rapport à la France, sur le terrain précis de l'action militaire. En Belgique, il y a un long cheminement pour passer de l'action contre les biens à l'action contre des hommes, en l'occurrence les collaborateurs. Celles-ci ne commencent qu'en 1942, comme si on avait attendu la montée de la haine populaire. Il me semble que cette lenteur est affaire de culture politique, décidément différente en France et chez nous.

**CM:** *Puisqu'il faut bien choisir des questions et des chapitres -et ce choix est vraiment cornélien- venons-en à un tout autre ordre de problèmes. Tu démontres brillamment que la grande affaire du PCB pendant l'occupation a été le combat contre l'occupant, la libération du pays, la victoire sur le fascisme. A différentes reprises, tu interprètes cette stratégie comme un abandon par les communistes de leur volonté de construire une société socialiste. Peux-tu expliquer ton point de vue?*

**J.G.:** Au moment où il rassemble des forces et où il est porté par une certaine vague, le parti se limite et limite volontairement et exclusivement

son action à la perspective immédiate de la libération du territoire. Donc il s'identifie totalement à ce combat patriotique. Ce qui est étonnant c'est non pas cela, mais c'est son refus de penser et de laisser penser à autre chose. Il ne s'agit évidemment pas d'agiter l'image de la prise du pouvoir ou de la révolution en termes de "grand soir", car le parti pendant la guerre est beaucoup plus réaliste sur l'état de ses forces qu'il ne semblera l'être par la suite. La force critique des textes de la direction 43-44 est stupéfiante dans son réalisme: cette direction n'est dupe de rien, elle houspille les cadres qui se croient installés dans une armée pleine de généraux. Ce qui m'étonne et me laisse perplexe, c'est que ce parti si lucide n'envisage pas les lendemains de la libération, qu'il n'essaye pas de déterminer un programme à présenter à ses membres et aux autres forces sociales et politiques du moment. Quand André Renard à Liège propose aux ouvriers de la métallurgie un programme syndical de réformes de structures, il est significatif que même les CLS se rallient à lui. C'est dire qu'entre le combat patriotique proposé par le PC et le combat postulant une réforme de structure, les métallos liégeois choisissent Renard. Cela me paraît l'indice que quelque chose n'a pas marché.

**CM:** *A moins que ce soit le signe d'une cohérence obstinée. Car en octobre 44, quand le pays est libéré mais la guerre pas encore gagnée, le parti s'assigne encore des objectifs immédiats: "extirper le chancre fasciste". Le reste, dit-il en substance, est bavardage ou diversion, ou aventurisme.*

**J.G.:** Alors il faut poser la question de savoir si le PSB est aventuriste. Car lui se consacre à l'après-guerre.

**CM:** *C'est certain que le PSB s'y consacre et pas par aventurisme. Cela nous amène à une question directement liée à la précédente. Un échec (décisif, dis-tu) du PC est d'avoir misé sans réserve sur la Résistance, comme carte politique et force populaire. Il a eu le tort, dis-tu, de n'avoir pas compris à temps que les structures de la société d'avant-guerre se reconstituaient dès l'été 43 et qu'elles préparaient tranquillement l'avenir, sans et peut-être contre le PC. Tu notes le rôle joué dans ce sens par un Raymond Scheyven, par un Ganshof vander Mersch, sous l'occupation encore. Le PC avait-il les moyens d'une autre politique? Et cet échec que tu analyses scellant le sort du PC dès la fin de 44, était-il vraiment si univoque, puisque à la même époque des communistes entrent au gouvernement (ils y restent jusque mars 47) et*

*qu'aux élections de 46, ils décrochent encore 23 sièges?*

**J.G.:** Rien n'est jamais univoque, dans la mesure où l'histoire est un rapport de forces et où rien n'est jamais écrit définitivement. Je ne reconstruis pas l'histoire, je la décrypte. On ne peut donc pas parler d'un "sort scellé". Mais les choix opérés par les acteurs ont des conséquences.

Je pense que ce qui a échappé à la direction du PC, c'est que malgré l'effondrement de l'an 40, le parti socialiste avait conservé une légitimité en Belgique et à Londres ; il n'était pas déconsidéré. Le PSB s'est reconstruit: des masses socialistes sont demeurées fidèles à leur maison. Car les mutuelles ont continué à fonctionner sous forme de caisses d'entr'aide, les coopératives sous d'autres appellations. Ce monde-là est resté en place. Il n'a pas été persécuté, vivant sous un statut très ambigu -mi-clandestin, mi-légal. Un exemple: Marcel Sonnevile, au moment où il est mis à la tête de l'appareil clandestin du "Peuple", plaide devant un tribunal du Nord de la France pour des membres de son "association sociale", syndicat déguisé...

Démonétisés au début de la guerre, les syndicats -en tous cas certains d'entre eux- essaient de se remettre en selle. A la fin de la guerre, ils sont là. Il suffit que Van Acker et Major apparaissent, pour rassembler des troupes autour d'eux. D'ailleurs, les chiffres même les plus optimistes des effectifs CLS indiquent bien les limites de leur influence. En décembre 44, la CGTB peut tenir congrès. Même le Mouvement ouvrier chrétien, dont plusieurs composantes ont collaboré avec l'UTMI avec la bénédiction de Mgr Van Roey, se reconstituent très vite.

En fin de compte je crois que le PC, victime de son succès, a fait preuve d'une énorme naïveté. Il croit dur comme fer à la légitimité de la Résistance, à sa force morale, à son avenir politique. Il n'aperçoit pas qu'à cette heure, le patronat verrouille la situation en mettant en place sa propre stratégie, qui témoigne d'une vive intelligence. Le patronat comprend tout l'intérêt qu'il a à consolider les socialistes. Le pacte de solidarité sociale se négocie avec Major et Van Acker, et c'est bien autour de cette table de négociation que tout se joue, et pas au siège du PC ou du FI...

Il m'apparaît que les communistes ne l'ont pas compris. A la réalité de

fin 44 ils substituent une vision dichotomique, inefficace, selon laquelle il y aurait d'une part des patrons collabos, et de l'autre, la Résistance. Il est bien évident qu'il y a eu collaboration économique. Mais il est tout aussi évident que le patronat a compris qui a gagné la guerre: il n'a pas intérêt à freiner la reprise. A partir d'une analyse incorrecte, la vision communiste présente la terrible faiblesse d'utiliser des catégories de la guerre, alors que leur temps est révolu.

**CM:** *Il y a là certainement ample matière à réflexion, à discussion aussi. Mais un élément important manque ici, alors qu'il est traité dans ta thèse: les conditions imprévues (et imprévisibles) de la libération du pays, d'où est résultée "la confiscation" de la Résistance, et donc une inadéquation du discours communiste à ce sujet.*

**J.G.:** C'est vrai que la libération militaire du pays a été très rapide. C'est vrai que cela a fortement contribué à mettre la résistance entre parenthèses et à replacer aussitôt la société belge sur ses anciens rails.

Toute la stratégie du PCB s'articulait autour du soulèvement national et celui-ci n'a pas eu lieu, frustrant en quelque sorte les résistants qui s'y préparaient et confisquant ainsi la glorieuse fonction libératrice à laquelle ils aspiraient. Et cela explique, par ailleurs, que chez nous le résistant est très vite devenu un suspect, seul le prisonnier politique gardant une certaine légitimité. Et à cet égard, on pourrait à nouveau souligner tout ce qui différencie la Résistance en France -avec des grands maquis et son prolongement "gaullien" qui la légitime entièrement- et la Belgique.

Mais tout ceci n'évacue pas, me semble-t-il, mes questions et/ou constats.

**CM:** *Nous en sommes bien d'accord. De même que cette interview ne peut qu'indiquer la très grande richesse de ton travail. Nous n'aurons rien dit du prix payé par les communistes à la lutte contre l'occupant, de la "grande déchirure" causée par les arrestations en cascade de l'été 43, de la place de la mouvance libérale dans le FI, des rapports entre le FI et Londres. Et rien du militant clandestin, de sa vie quotidienne coïncée entre la peur et l'héroïsme...  
Reste l'espoir de lire dans quelques mois ta thèse devenue livre.*

## nous serions-nous trompés d'adresse?

michel godard

Il n'est jamais mauvais de définir "le lieu d'où l'on parle": s'agissant de l'avenir d'une organisation politique bousculée par ses échecs électoraux, ce n'est pas sacrifier à un rite plus ou moins moralisateur, mais plutôt à une exigence de méthode.

Je revendique donc l'appartenance à une génération de militants du PCB, ceux qui y ont adhéré au seuil des années 70, c.à.d. dans une certaine conjoncture. Nous savions par exemple que nous entrions dans un parti sans poids significatif dans les institutions parlementaires, et sans capacité clientéliste. Nous prenions au sérieux la revendication par ce parti de sa dimension spécifiquement belge, pour le passé et pour le présent surtout: nous n'avions pas le goût de l'exotisme politique (des modèles chinois ou cubains, par ex.), et le cousinage avec les communistes soviétiques nous semblait être ni plus ni moins qu'un héritage, honorable certes pour quelques aspects essentiels, mais sans grande importance pratique, sinon par l'effet encombrant d'un passif imputé par les cousins à l'ensemble de la famille. A vrai dire, le passif des autres cousins, nos socialistes, nous paraissait encore bien plus encombrant: plus proche, engageant davantage notre responsabilité de citoyens, chaque jour, ici.

En bref, nous cherchions un espace à gauche de la social-démocratie, et le PCB nous est apparu comme le moins mauvais choix. Si on veut bien considérer le parti comme un outil et non comme une Eglise, il faut souligner que c'est la question qui est fondatrice: constituer, organiser un espace à gauche de la social-démocratie?

On peut répondre non à cette question, soit en jugeant que l'opposition gauche/droite est dépassée ou sans fondement (réponse PSC classique, de beaucoup d'Ecolos et aussi de transfuges divers en cours de migration), soit en considérant que les partis socialistes peuvent couvrir seuls tout l'espace de gauche et qu'il suffirait d'y constituer une -hypothétique- aile gauche ou d'y occuper quelques postes-clés.

Nous répondions oui, cette question a un sens. Et je persiste, avec d'autres.

### **reconstruire et non plus commémorer**

Il faut toutefois reconnaître que ce choix est ébranlé. La succession des reculs électoraux du PCB depuis 1979 a entraîné un sensible découragement des militants, car une certaine confusion entre nos échecs et nos erreurs est difficile à réduire.

Mais, la mesure de notre impact électoral ne produit pas d'analyse de notre projet, seulement des évidences banalement idéologiques: à l'applaudimètre, on pourrait considérer que le soleil tourne autour de la terre, et au consensus, on ne perdra pas de vue que bien des dictateurs ont bénéficié d'un très large soutien populaire. A cette aune-là, le courant marxiste et le PCB ne méritent pas plus qu'une mention occasionnelle: parole d'expert en science politique, (même chez un Mabilley par ex), évidence pour les techniciens en communication, même plus ou moins progressistes.

Si ça peut nous consoler, notons que ces a priori ne sont pas nouveaux, et que les variations quantitatives dans ce qui est tenu pour du négligeable ne sortent pas de ce domaine. Mieux, agissons que ce n'est pas nouveau, et tâchons de rationaliser notre propos: quels sont les problèmes spécifiques d'un parti qui était, et est entout cas sous le seuil de la crédibilité électorale, ce qui est aujourd'hui incontestablement le cas dans les trois régions du pays?

Il me semble que le premier problème a été, depuis des années, non pas d'analyse du mouvement général de la société -avec des retards honorables- ni d'écart entre l'analyse des dirigeants et celle de la base, mais bien de perception de la marginalité relative de notre projet essentiel: constituer un espace à gauche de la social-démocratie.

Ce qui a prévalu de fait depuis longtemps, à la base et à la direction sous des formes différentes, c'est un projet de type commémoratif: une manière de fonder son identité dans des références historiques (révolution soviétique de 1917, front antifasciste et guerre d'Espagne, résistance aux nazis), et un héritage de légitimité déterminé par le succès politique passager de la fin de la guerre 40-45. Dans cette optique, le

congrès de Vilvorde (1954) paraît avoir eu un effet paradoxalement négatif: en rompant -opportunément- avec le sectarisme, il a entretenu l'idée qu'un retour "à 1944" était possible. A mesure que le temps passait, soit 25 ans de petites fluctuations autour d'une moyenne de 3% du corps électoral, l'ambition s'est faite plus défensive, mais tout au long, l'hypothèse a prévalu que nous étions "le plus petit des grands partis" du système politique belge.

Cette hypothèse d'intégration au système politique avait des conséquences négatives: prépondérance du travail parlementaire, instrumentalisation et atrophie des organisations de base. Conséquences d'autant plus négatives que l'hypothèse était fausse: le travail parlementaire ne pouvait pas donner de résultats significatifs, et les organisations de base ne pouvaient pas consolider une clientèle (ni dans les communes, ni dans les entreprises publiques ou privées). Et à mesure qu'on passe sous le seuil de crédibilité électorale, ou qu'on s'en aperçoit, c'est encore pire. D'autant que le projet commémoratif est fatalement l'objet d'une usure cruellement démographique.

Il s'agit donc de reconstruire, et pas à l'identique.

### **la voie démocratique au socialisme**

La reconstruction d'un outil politique passe à mon estime par l'examen d'un deuxième problème qui est celui de la démocratie elle-même, celui de la signification du "faire de la politique".

L'actualité récente, celle des élections communales, a illustré de façon renouvelée un paradoxe remarquable: la commune est présentée comme la cellule de base de la démocratie en Belgique, et en même temps les élections à ce niveau sont proclamées et considérées comme non-politiques. Triomphe effectif de la banalité gestionnaire. Mais le constat vaut-il seulement pour les communes?

Il n'y a guère de démocratie dans un système politique où tous les partis qui comptent défendent à peu près le même conservatisme social et économique: le partage des clientèles, opérations de marketing à l'appui, y pèse manifestement plus que le débat d'idées. En somme, nous ne sommes pas si loin qu'on pourrait croire du modèle de culture politique des USA.

Le Parlement intervient peu sur les choix essentiels. Les gros partis se partagent les bénéfices et privilèges de l'administration quotidienne. Une bonne partie de la population préférerait ne pas devoir voter. La majorité des intellectuels est répartie en clientèles, le prétendu réalisme de leur propos étant à mesure de la réalité de leur dépendance.

Ces quelques éléments descriptifs doivent attirer notre attention sur la nécessité d'une analyse plus historique: "la" démocratie n'est pas un concept hors du temps. Celle de 1830 -pour mémoire 40.000 électeurs sur 4 millions d'habitants- n'est pas celle de 1918, qui ne s'est pas simplement remise en place en 1945, ni perpétuée depuis lors jusqu'à aujourd'hui.

La critique devrait répondre à la même exigence, notamment du côté des partis communistes et de la gauche. C'est dire qu'il ne suffit pas d'acter qu'une critique antérieure est dépassée (par ex. l'approche léniniste du début des années 20, la définition de la révolution par la dictature du prolétariat).

En l'espèce, nous devons articuler le bénéfice non contesté d'une tradition d'exercice des droits démocratiques croissants, qui passe par une défense et augmentation des pouvoirs du Parlement, et la dynamique de mouvements sociaux qui tend à être asphyxiée par les appareils d'hégémonie (partis, syndicats, églises, journaux).

Pour emprunter les images de Gramsci, il ne s'agit plus ni de guerre de mouvement, ni de guerre de tranchées, mais bien plutôt de guérilla: il n'y a plus de front mais une multitude de luttes ponctuelles.

La nécessité d'un outil polyvalent d'organisation de ce combat ne saurait être sous-estimée: dans les instances législatives, dans la société civile, dans les appareils d'Etat, partout où peut s'exprimer l'enjeu de contradictions essentielles qui, elle, n'ont pas disparu.

C'est dire aussi, tant il y a du pain sur la planche et tant la diversification est nécessaire, qu'une querelle formaliste sur la dénomination est hors de propos. Il y a au sein du PCB bon nombre d'acteurs possibles d'un tel projet. Il y en a encore beaucoup plus en dehors: c'est ensemble que nous construirons l'alternative.

## plaidoyer pour le changement social

pierre gillis

Si quelqu'un m'avait dit, il y a vingt ans, que nous vivions des années fastes pour le PCB, je lui aurais ri au nez: même à l'époque, nous n'étions pas un parti de masse, et nos ambitions étaient de le devenir.

Vingt ans plus tard, le regard est différent, et le recul historique m'a ôté l'envie de rire. Si l'on écarte la résistance, dont José Gotovitch montre qu'elle fut (malheureusement) vécue comme une parenthèse par la société belge, contrairement aux espoirs des communistes, les années 60 apparaissent comme la seule période de redressement sensible. Petit historique (excusez-en le caractère sommaire) à l'appui: après 1945, une période ultra-sectaire conduit à l'effondrement des positions conquises (et à quel prix!) dans la résistance. Cette période s'achève avec le Congrès de 1954, qui a débarqué la direction sortante et rectifié une ligne politique suicidaire. Deux ans avant Khrouchtchev et le 20e Congrès du PCUS, soit dit en passant. Ce tournant a porté ses fruits: à preuve, le rôle majeur joué par les militants communistes dans le déclenchement et la conduite de la grève de 60-61, rôle reconnu par les trop rares études de ce grand mouvement. Autre élément: le texte que 600.000 Wallons ont signé en 1963 pour le référendum d'Initiative populaire, à l'initiative du Mouvement Populaire Wallon, a été corédigé par François Perin et Jean Terfve, vice-président du PCB. Les résultats électoraux, sans être flamboyants, témoignent eux aussi de la remontée: deux députés en 58 (comme en 81), six en 65. Un peu plus tard, création et développement de l'UDP, soutenue nationalement par le Congrès de 1973.

Je connais trop mal l'histoire politique récente de la Flandre pour me risquer à émettre un avis sur ce qui s'est passé au nord de la frontière linguistique, mais je ne peux m'empêcher d'associer les relatifs succès communistes des années 60 à l'essor du mouvement wallon, à la popularisation du mot d'ordre fédéralisme et réformes de structure, et au rôle joué par la FGTB wallonne dans la recherche de l'union des progressistes. Il y avait là un espace politique que le PCB a occupé avec quelque succès. Depuis André Renard, la FGTB wallonne s'est voulue maîtresse de ses orientations, et a tenté de les imposer au PS par sa présence sur le terrain et par l'action.

La conclusion de l'accord PS-FGTB, en 1985, représente un renversement complet de ce rapport: la FGTB, battue sur le terrain, demande au PS de bien vouloir réaliser une partie de son programme s'il accède au pouvoir. Elle le pousse donc vers le gouvernement, en abandonnant tout préalable programmatique, si bien qu'en 1987, le PS peut même se payer le luxe de rejeter sans façon cet accord, et de ne plus rien promettre, la FGTB appelant quand même à voter socialiste. Battue sur le terrain, des oeuvres de Martens 5, 6 et 7, par les pouvoirs spéciaux et le néo-libéralisme qui sont passés par là.

### **dans le mouvement ouvrier**

Depuis 1981, toutes les luttes sociales ont été défaites, les préoccupations progressistes renvoyées aux oubliettes, les syndicats réduits au rôle de bouffon du roi, les pacifistes assimilés à des agents de Moscou, les associatifs tenus pour de doux folkloristes. La combativité en a pris un fameux coup. Et subséquemment, comme disent les circulaires, l'idée que la lutte ne paie pas, qu'il vaut mieux ne pas s'épuiser en vains combats, a gagné du terrain. Une seule issue réaliste se dessinait pour (presque) tous: Martens et Gol seront défaits électoralement, ou ne le seront pas.

Cette constatation débouche sur l'accentuation de l'effet "vote utile". Le vote utile, dans ce contexte, n'est pas celui qui amplifie les luttes -et pour cause, il y a de moins en moins de luttes. Le vote utile, c'est le vote en faveur d'un parti susceptible d'entrer au gouvernement. Le seul crédible, dans cette problématique, est évidemment le PS. Et peu importe ce qu'il propose: de nombreux camarades m'ont fait part à la fois de leur intention de voter PS (intention concrétisée depuis, à examiner les résultats) et de leur scepticisme quant à l'usage que ce même PS ferait de sa victoire.

En suivant le processus que j'esquisse à gros traits, on ne peut qu'être frappé par la fragilité de la (re)montée relative des années 60. Un des éléments qui peuvent expliquer cette fragilité est le fait que cette politique d'alliance et d'insertion accrue dans le mouvement ouvrier fut avant tout une politique menée au sommet, et qui ne s'est que fort peu concrétisée à la base. Sans doute la faiblesse de notre implantation aux entreprises y est-elle pour beaucoup. Contrairement à ce qu'on entend parfois dire, ce n'est pas au cours des 5 ou 10 dernières années que notre "base

ouvrière" s'est effritée, mais bien plus tôt.

Ceci dit, aucun retour en arrière n'est possible, et je ne voudrais surtout pas indiquer de fausses pistes, ou des perspectives en trompe-l'oeil. La ligne issue du Congrès de 1954 a épuisé ses effets.

### **le socialisme, d'ici et d'ailleurs**

D'abord à cause de l'inversion du rapport FGTB-PS signalé plus haut. Ensuite, à cause du recul marqué de la conscience de classe, cela étant sans doute un effet de ceci. Conscience de classe, qui permet aux travailleurs de se reconnaître comme tels, et que l'évolution du mode de production capitaliste tend à diluer, à dissoudre, à détruire: fermeture des grosses boîtes, précarité de l'emploi industriel, etc. Tarte à la crème peut-être, pas fausse pour autant.

Dans le même ordre d'idées, on notera un recul du pouvoir d'attraction du socialisme comme système social, sous l'effet de vingt ans de stagnation bréjnévienne, des interventions soviétiques en Tchécoslovaquie et en Afghanistan, de la répression de Solidarnosc, du délire sanglant de Pol Pot et de ses amis au Cambodge, et plus récemment de la découverte des Joyusetés de la révolution culturelle chinoise, pour s'en tenir à l'après Staline. Qu'on le veuille ou non, la pérestroïka de Gorbatchev est en ce sens un facteur important dont la gauche européenne a tout intérêt à se saisir, et pas par suivisme: l'image du socialisme peut en être rafraîchie. Tout au plus peut-on voir quelque naïveté dans l'idée que ce changement positif en URSS pourrait renverser rapidement une des tendances lourdes de l'idéologie dominante, à savoir un anticommunisme et un antimarxisme forcés, au point d'influer sur des élections...

On peut donc, dans les grandes lignes, comprendre ce qui nous arrive, et apprécier quelle est la partie du ciel qui nous tombe sur la tête. Cela peut aussi nous aider à nous orienter quant à l'avenir.

### **demain est un autre jour**

A ce sujet, la première possibilité qui s'ouvre est celle de l'unité de ce qu'on appelle aujourd'hui la petite gauche (POS, PTB, PCB), à condition d'oublier les exclusives du PTB à l'encontre du POS. Je ne suis certes pas

de ceux qui avalent un gauchiste chaque matin, mais l'estime que je porte à certains des militants de ces organisations ne m'empêche pas de penser cette ligne comme une impasse, qui nous cantonnerait dans une fonction tribunicienne, nous inscrivant dans un "front du refus" social incapable de peser sur la transformation des rapports sociaux. C'est de stratégie qu'il est question ici, et c'est le désaccord à ce niveau qui me rend sceptique: le POS et le PTB préparent l'assaut frontal contre l'Etat bourgeois, et toutes les campagnes qu'ils mènent sont en fin de compte de la propagande destinée à les renforcer comme parti en vue de l'offensive finale. Ils construisent le parti révolutionnaire, chacun à leur manière et en fonction de leurs obsessions. Cette constatation ne m'empêche évidemment pas d'apprécier positivement certaines de leurs interventions (par exemple, dans les maisons médicales qu'anime le PTB), la combativité de leurs militants, ou l'acuité de leur position critique...

A l'opposé de cette orientation, ceux que les défailtes épuisent -et on peut les comprendre- sont parfois tentés par le confort de l'adhésion ou du soutien systématique au PS. Pourtant, personne ne peut reprocher aux huiles du PS de tromper le client sur la marchandise. J'ai récemment assisté à la présentation du dernier livre de Busquin (Pour une nouvelle dynamique sociale), que d'aucuns m'ont parfois décrit comme la pointe la plus avancée de la pensée socialiste, moderne et francophone. Le seul projet (?) qui me soit apparu, c'est celui de l'occupation du pouvoir, qui acquiert le statut d'un but en soi. Dans le mouvement, on peut toujours espérer arrondir les angles les plus aigus de la gestion gouvernementale du néo-libéralisme. La description et l'explication de ce phénomène, c'est Marcel Liebman qui, le mieux, l'a entamée, dans un article que les Cahiers Marxistes ont publié en janvier 1986, peu avant sa mort(1). "Plus question d'accumuler des réformes, fût-ce par la voie légale, qui aboutissent à la transformation de l'Etat et, moins encore, à l'abolition du capitalisme. le réformisme d'autrefois, marqué par Kautsky, est mort. Ce qui en tient lieu et place, c'est une stratégie, dont l'inspirateur véritable est le non-socialiste Keynes, et qui poursuit des objectifs dont la modestie eût étonné Bernstein lui-même (...). Un réformisme sans réforme, tel est le bilan que suggère la social-démocratie d'aujourd'hui".

C'est dire que les clivages se sont déplacés: si le problème est lié au débat réforme/révolution, il n'est pas question pour moi de me référer aux critères qui avalent cours dans les années 20 et de répéter une

argumentation figée. Plus précisément, il me paraît essentiel de regrouper les forces porteuses de changement social, au sens le plus complet du terme; au sens des rapports sociaux, c'est bien de révolution qu'il s'agit, puisque l'objectif reste de renverser une domination de classe. Politiquement, le mythe du grand soir fait aujourd'hui partie du folklore, et en premier lieu pour la classe ouvrière qui n'en a plus rien à faire. C'est cette double caractérisation que recouvre l'idée de voie démocratique au socialisme.

L'enjeu du débat, c'est d'être en prise sur les luttes et d'arriver à inscrire les combats dispersés et atomisés dans une perspective plus globale. Malheureusement, on n'est pas très avancés à cet égard, et on ne peut que citer quelques exemples, quelques tentatives qui vont dans la bonne direction. En voici un: les services publics se sont dégradés, suite aux coups de boutoir du gouvernement. Le génie de Martens et consorts est d'être arrivé à faire porter la responsabilité de la dégradation par ceux qui s'y opposent, plus précisément par les syndicats. Et du même coup, De Croo ou Damseaux ont pu se présenter en défenseurs des usagers du chemin de fer, ou des parents d'élèves. Le PC est, à ma connaissance, le seul à avoir tenté -sans succès majeur- de constituer un front travailleurs-usagers, auquel je suis sûr qu'il faudra bien qu'on revienne un jour ou l'autre: c'est une idée tout à fait féconde.

Un autre axe, c'est l'internationalisme, qui n'est plus ce qu'il était, et qui doit aujourd'hui s'inscrire dans les rapports Nord/Sud, selon l'expression consacrée. La solidarité avec les opprimés du Tiers Monde ne peut se contenter de proclamations morales. Une suggestion à creuser, c'est de la fonder, à partir d'initiatives émanant de la société civile, privées donc, sur des liens économiques équilibrés, satisfaisants pour les deux parties. Il est peut-être possible de faire jouer ce jeu à des organisations non-gouvernementales, d'orienter des conseils d'entreprise dans cette voie, de devenir entrepreneurs en quelque sorte. Ce n'est aujourd'hui qu'une piste, mais elle a le mérite de proposer une action là où se nouent les rapports sociaux décisifs, puisque c'est sur l'inégalité des échanges mondiaux que s'appuie notre prospérité relative, et que c'est celle-ci qui nous a fait faire l'économie d'une révolution sociale.

Autre idée, à mettre d'ailleurs en rapport avec la précédente: l'importance à accorder au marché intérieur dans la définition d'une

politique industrielle. Idée commune à Ecolo, au PC et au POS, elle est essentielle à l'élaboration d'une alternative de gouvernement.

On aura certainement remarqué la légèreté de mes conclusions, que l'on opposera à la vigueur de ma critique. Difficile de faire autrement, quand on à l'impression que le sol se dérobe sous nos pas. En tout état de cause, la seule cohérence que je revendique est celle qui se fonde sur la conviction qu'un changement social est nécessaire et qu'il faut le rendre possible.

note:

(1) Marcel Liebman, "Réformisme d'hier et social-démocratie d'aujourd'hui", Cahiers Marxistes n° 139/140 (janvier 1986)



P. Picasso, La conversation (1938). Encre de chine

## avec des idées comme ça...

jean-jacques heirwegh

Depuis 1965 et à un rythme accéléré depuis 1978, le Parti Communiste de Belgique connaît une succession de défaites électorales qui l'ont finalement privé de toute représentation parlementaire. Le désarroi et l'amertume de ses membres et militants les plus fidèles sont extrêmes.

On sait -on doit savoir- que plusieurs membres (compte non tenu des membres historiques) du PCB, "anciens" militants et toujours formellement adhérents-cotisants, ont renoncé à voter communiste depuis une ou deux élections. Des sympathisants très proches, des amis de longue date ont dit clairement que ce serait cette fois-ci (décembre 1987) leur dernier vote en faveur d'une liste du PCB. Plusieurs sections -parler de cellules semble aujourd'hui du dernier mauvais goût- ne mènent même plus la vie végétative à laquelle elles étaient accoutumées depuis des années. Elles n'existent plus que sur papier. Plus personne au sein du PCB ne peut croire en conscience qu'il ne s'agit que d'un mauvais moment à passer, d'une traversée du désert, d'une épreuve dont le Parti sortira plus fort et plus combatif que jamais. Il semble que déjà le glas a sonné. Triste, n'est-ce pas?

Et pourtant, des questions nous assaillent encore: y a-t-il malgré tout un avenir pour une Parti Communiste en Belgique? Faut-il abréger ses souffrances et le saborder? (à ce propos, si nous répondions affirmativement à la question, il est presque certain que, par simple inertie, il demeurerait un PCB, c'est-à-dire un parti employeur d'un maigre appareil pendant quelques années encore). Faut-il et peut-on transformer ce parti, le "débaptiser", inviter ses membres à de nouvelles activités? etc. etc. Disons d'emblée qu'un simple ravalement de façade ne ferait pas illusion un seul instant. Posons le problème autrement: admettons que rien ne change vraiment dans le Parti si ce n'est un Congrès qui décidera peut-être de le scinder complètement en deux ou trois Partis régionaux, supposons que ce(s) Parti(s) aille(nt) aux élections dans les arrondissements ou localités où il(s) peut(-vent) encore espérer quelques centaines de voix, considérons que ce Parti consacrerà à cet effort les instruments

réduits et classiques de sa propagande électorale (des affiches qui passent généralement inaperçues par rapport aux panneaux publicitaires des grands partis, des "numéros" électoraux assortis de la mention PCB, quelques tracts électoraux toutes-boîtes noyés dans la masse et peut-être, si la RTBF se montre magnanime, deux minutes d'antenne), et voyons le résultat prévisible. Un score dérisoire, avec comme seule éventuelle victoire l'acquisition de quelques "votes de protestation" contre la dernière (en date) compromission du PS qui avait réussi la dernière fois à mener une fructueuse campagne cardiologique et à utiliser le "phénomène Happart" (on sait la suite des événements). Et même ces "votes de protestation" -complètement instables par définition- ne sont nullement gagnés: ils peuvent fort bien choisir une liste à la Nols ou à la Le Pen, au plus sûrement encore aller aux écologistes dont l'image médiatique est sympa.

On objectera que le terrain électoral n'est pas le lieu privilégié de l'action communiste, que les communistes n'attendent pas et ne visent pas les succès électoraux, que la représentativité politique ne se mesure pas au nombre d'élus. Dans la même voie, il serait opportun d'ajouter que l'action rassembleuse des communistes se joue dans les luttes sociales, dans le(s) mouvement(s) syndical(-aux), auprès des masses et des travailleurs, etc. Fort bien. Ces arguments qui se voudront roboratifs n'auront strictement aucun effet. Sans élus locaux, provinciaux, régionaux, communautaires et nationaux, le PCB n'aura bientôt plus aucun militant, plus aucune force pour faire précisément ce travail de conscientisation et de rassemblement à la base. Plus de vingt années de reculs électoraux, cela finit par saper le moral des plus endurcis.

\*\*\*\*\*

Peut-on envisager que l'existence d'un Parti Communiste a cessé d'avoir un sens et que le "retour" des communistes au "pilier de gauche" de la société belge, à savoir le PS, s'impose tout naturellement? Cette idée fait son chemin. Mais le PS n'accepte(ra) en son sein que des communistes repentis et repentants à titre individuel. Ceux-ci, que l'on ne considère généralement pas comme des idiots, peuvent même y espérer une confortable carrière. En revanche, des communistes "groupés", avec ou sans l'étiquette distinctive d'un Parti, n'ont plus aucune chance de dialogue avec le PS. Dans son optique, il n'y a plus aucun intérêt et il ne vaut même plus la peine de répondre à ce groupe marginalisé et compromettant. Partout en Europe, la stratégie

des socialistes a consisté, entre autres, à (re-)prendre les bases électorales des communistes et à éjecter ces derniers de la scène politique. Stratégie réussie. Une chansonnette de Renard fait parler une institutrice socialiste: elle vote pour Mitterrand, elle déteste les communistes et les dentistes, pourquoi?, parce que ça fait mal. C'est tout.

Enfin, on voit mal pourquoi les socialistes européens, et en particulier les belges francophones, atlantistes et même plus réformistes (comme on disait encore il y a vingt ans), iraient s'embarrasser de communistes mal blanchis qui font le plus mauvais effet auprès d'une clientèle électorale respectable et fidélisée.

Peut-être faudrait-il transformer le PCB en cénacle pensant, en société de pensée pour gauche en mal d'idées? A vrai dire, tel est déjà le rôle qu'il assume. Sans influence aucune sur le PS qui, entre autres, se soucie du marxisme comme de colin-tampon et qui, en dépit de ses lointains congrès autogestionnaires, a plus d'estime pour les entrepreneurs dynamiques (et capitalistes), les "forces vives" micro-régionales et les "petits leviers" que pour une quelconque idée, doctrine ou projet anti-capitaliste.

Il y a peut-être encore de la place dans les interstices. S'accrocher au wagon écologiste, l'aiguiller à gauche... Solution bien hasardeuse. L'écologie des media, celle que le public -y compris celui des travailleurs- aime et appuie un peu électoralement, ne prévoit et n'aspire à aucun changement profond de l'ordre économique en place. Du reste, le rêve du retour au petit producteur indépendant, l'alternative de l'association coopérative, ou le minimex généralisé comme allocation universelle ne sont pas des avancées très remarquables dans un projet anti-capitaliste. En Belgique, l'écologie politique est par trop versatile, inconstante et volontiers passéiste.

Que reste-t-il à faire? Sans changement interne, sans direction nouvelle, sans réelle prise en compte des mutations (entre autres démographiques) dans les couches sociales salariées et assistées du pays, le PCB -comme plusieurs partis communistes d'Europe occidentale- se condamne à ne plus servir à rien. Il disparaîtra donc de sa belle mort comme un outil dépassé d'une révolution industrielle révolue. Il reste à vouloir un parti nouveau, pourquoi pas sans l'étiquette et sans le poids du passé communiste (même si nous en sommes toujours fiers et

nullement honteux)?, qui se taille une place hors du Parti socialiste et du syndicat qui lui sert de marchepied -assez de l'attitude de l'amoureux transi à leur égard!-, mette en avant de manière mobilisatrice une politique anti-capitaliste, instaure ce minimum de discipline interne à ses membres et à ses représentants sur une position prise démocratiquement à la majorité, et qui, de grâce, adapte sa publicité et sa manière de sensibiliser les publics à l'ère des media, des clips, du look, etc. Un parti plus "vulgarisé", moins raisonneur, plus agressif et ratissant plus large. La qualité profonde du message transmis en souffrira peut-être, la tradition en prendra un mauvais coup, il y aura des accusations de démagogie, nous n'aurons plus notre DR quotidien et ses assommants articles économiques... Mais avons-nous encore assez d'imagination et de ressources militantes pour faire ce changement dans les meilleurs délais? Qui sait?

Si cette perspective nouvelle ne se concrétise pas à courte durée, si nous ne créons pas une formation axée en priorité sur la conquête d'une audience, on peut prévoir dans un très proche avenir qu'une "couche" supplémentaire de membres et de sympathisants du Parti se résigne définitivement et que, sans rupture tonitruante et sans éclat, ces derniers se contentent à jamais du repli sur la vie privée et d'une attitude morose et amère sur le monde comme il va.

## une autre manière de faire la politique

jacques moins

La récente consultation communale est venue confirmer que le parti communiste n'a, ni à court terme, ni à moyen terme, d'avenir électoral dans les différentes régions du pays. Il y a trois ans ce diagnostic avait déjà été avancé et devait alimenter les réflexions sur le rôle du PC, son identité et son avenir. Des mutations fondamentales devenaient nécessaires, au delà de débats dépassés, de querelles de mots. Le temps a passé et les échéances se font plus pressantes. Compte tenu d'un patrimoine non négligeable en hommes et en idées comment devons-nous nous situer comme formation politique?

Dans les conditions actuelles de l'Europe occidentale la seule perspective pour le mouvement socialiste pris dans son ensemble est celle d'une politique réformatrice. Il est illusoire de parler de rupture avec le capitalisme. Il convient plutôt de rechercher une réponse convaincante aux options conservatrices, dites néo-libérales, par un élargissement des espaces de liberté, donc des droits démocratiques, en donnant aux pouvoirs publics les moyens d'agir sur les choix économiques, de contrôler les centres de pouvoirs nationaux et transnationaux. Le rôle de l'état, du marché, des partis politiques, des associations volontaires sont posés pour construire une société plus juste et plus fraternelle. On doit bien constater que toutes les questions attendent les réponses et que même les plus puissants partis réformistes n'ont pu encore y répondre. On ne peut se contenter d'occuper le terrain et de gérer dans une optique sociale. Il faut faire mûrir des changements qui transforment non seulement les institutions politiques mais toute la société. La réflexion et l'action ne se limitent donc plus pour un parti au domaine strictement politique.

Malgré sa stabilité apparente, notre société est contestée dans nombre de ses choix, dans sa finalité, et son avenir. L'affirmation du mouvement écolo, sa transformation en parti politique s'explique sans doute par cette constatation. En fin de compte la gauche dans ses formes traditionnelles d'expression n'est plus la seule à porter les espoirs de changement. Ceux-ci doivent trouver une expression sur le plan politique

à la mesure des exigences et de la puissance des forces conservatrices. De tels efforts de rassemblement dans une société complexe et composite sont de longue haleine et j'ai le sentiment que nous cédon's le plus souvent à la précipitation. Notre hâte entraîne souvent des insuccès et risque de décevoir certaines espérances. Il en est bien ainsi des regroupements hâtifs entre organisations chétives lors de la dernière consultation. On ne peut rêver ni à des accords d'états-majors, souvent sans troupes, ni attendre que les grandes forces réformistes sortent de leur timidité. Cela suppose le développement d'actions, de réflexion avec les mouvements associatifs engagés dans le social et le culturel en tenant compte des réalités concrètes. Cela nécessite le développement du dialogue, des rencontres et pas seulement en période électorale. Encore que celle-ci avec les échéances successives a un caractère presque permanent. Des communales aux européennes en passant par les régionales pour Bruxelles.

Devant les échecs successifs de certains projets, il ne faudrait pas se retirer sous la tente de l'idéologie, de la lutte des idées en dehors de la pratique gestionnaire mais contribuer à la naissance, la maturation d'une nouvelle culture de gouvernement qui abandonne l'optique purement gestionnaire, subordonnée aux forces qui dominent notre société. Cette tâche suppose la transformation de nos pratiques d'organisation, et de notre approche électorale. Il faudrait admettre que dans les conditions actuelles le fait de ne pas participer directement à la compétition électorale ne nous prive pas d'assumer notre rôle politique. Nous pouvons être très présents dans la société avec nos idées, y agir comme un aiguillon, mieux et davantage qu'en présentant des listes condamnées à l'insuccès, que celles-ci portent notre sigle ou non. Certains rassemblements hâtifs peuvent d'ailleurs donner à l'électeur l'impression que nous nous dissimulons sous une autre étiquette grâce à des alliés complaisants et très faibles.

Il me semble que les idées dont nous sommes porteurs, que nous pouvons et devons approfondir n'avancent pas si nous restons isolés ou battus électoralement. Il est possible de mettre sur pied avec d'autres formations des formules de soutien, d'accompagnement. Nous ne plaçons pas ainsi pour la liquidation de notre parti mais cherchons concrètement à renforcer son influence réelle sans décrocher de la réalité, en tenant compte des rapports de force et des limites de notre action actuelle. Dans la contestation des idées reçues, de l'idéologie

dominante, la bataille des idées joue un rôle très important. Nous n'y sommes pas bien préparés et nous n'y consacrons pas les efforts nécessaires. C'est cependant une tâche prioritaire. Nos militants s'usent trop souvent dans des actions traditionnelles, donnent d'eux-mêmes une image vieillie. Dans cette démarche il ne s'agit pas de bâtir des programmes abstraits au signe de "il n'y a qu'à", ni de définir l'image, fatalement utopique et de moins en moins stimulante, d'un nouveau modèle de société, mais de mettre sur pied, dans le dialogue large, des laboratoires d'idées, de formuler des propositions. Loin d'abandonner les terrains concrets, c'est mieux s'y consacrer en animant les luttes d'entreprises ou interprofessionnelles comme celles des quartiers, de la protection de l'environnement, de la qualité de la vie, de la défense des libertés et de l'extension de leur champ, réfléchir sur ce que doit être et peut apporter une société industriellement développée.

Notre action sur le terrain étroitement politique, compte tenu des priorités évoquées, va-t-elle perdre en intensité? Rien n'est moins sûr. S'il est irréaliste, compte tenu de notre poids spécifique, de jouer les "rassembleurs", nous pouvons tenter de participer à des expériences dont nous ne sommes pas nécessairement le moteur, c.à.d. sans a priori idéologiques qui trop souvent font obstacle au dialogue véritable sur les problèmes concrets.

Ces quelques considérations demandent certes à être affinées dans le débat car, si elles étaient retenues, elles entraîneraient pour notre pratique quotidienne, nos priorités, nos investissements en hommes et en moyens, bien des changements, une véritable révolution dans le rôle des permanents, des organisations de base, de notre presse. Pour ma part il me semble que nous ne pouvons continuer comme avant -à peine de voir un patrimoine non négligeable se retrécir comme une peau de chagrin. C'est précisément pour sauvegarder ce patrimoine d'idées, d'expériences non négligeables, de présence dans le tissu démocratique de la société, qu'il importe de revoir profondément nos axes de travail et notre pratique politique. S'il n'existe pas de recette toute faite, nous ne pouvons continuer à faire cuire la même marmite. En nous fondant sur ce qui a été construit, en prenant appui sur l'expérience du passé, parfois douloureuse, notre formation peut trouver un nouveau souffle. A défaut, nous sommes me semble-t-il, condamnés à nous replier sur nous-mêmes, à panser nos plaies, à nous conforter dans des certitudes amères. Ce ne serait pas maintenir le parti mais entretenir une secte.

Ce n'est pas d'aujourd'hui que cette évolution nous menace. Mais lorsqu'on franchit certains seuils, lorsqu'on s'obstine dans une certaine pratique cela devient dangereusement inévitable. Depuis trop longtemps nous n'avons pas réussi, malgré des efforts courageux, le dévouement et le sacrifice de militants, à arrêter l'hémorragie des membres, les succès électoraux, pour qu'on puisse continuer dans la même voie.

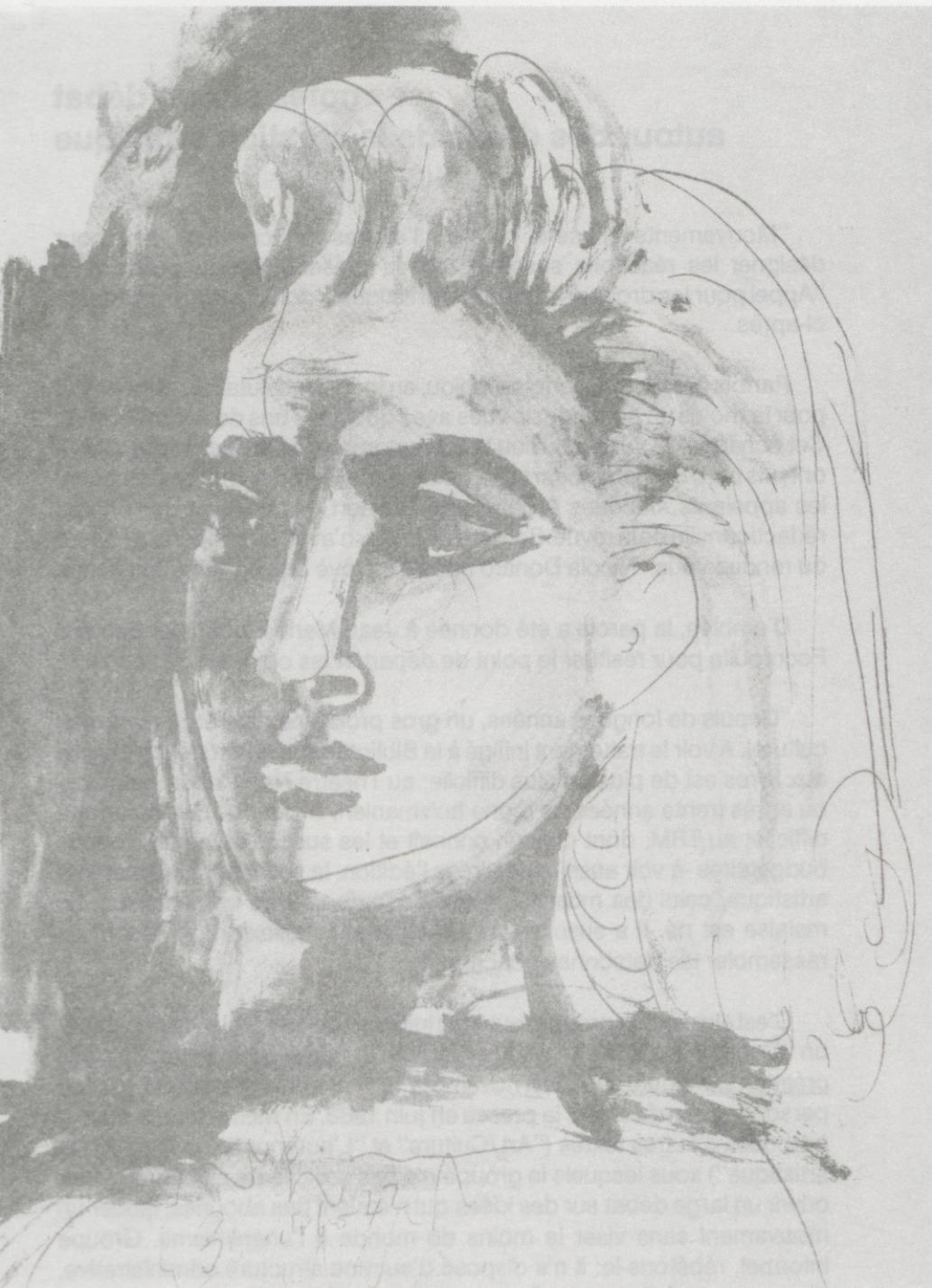


ACCELERER ET PRENDRE LA TETE  
TU PEUX.

LEO BARNETT 772

**CGER** 

— TES EQUIPIERS BANQUE + ASSURANCES —



P. Picasso. Tête de femme (1942). Encre de chine et gouache

## notes sur un débat autour des droits de la création artistique

"Mouvements en sens divers": l'expression convient bien pour désigner les réactions suscitées par la présentation au public d'un "Appel pour les droits de la création artistique", dont on trouvera le texte ci-après.

Parfois provocant, parfois ambigu, en tous cas salulaire, l'appel valait pour le moins un échange de vues avec quelques uns de ses initiateurs. Cet échange de vues a eu lieu le 20 septembre, à l'invitation des CM. Y ont pris part: Bernard Focroulle, Jean-Marie Piemme, qui figurent parmi les appelants - Jacques Aron, Serge Govaert, Marc Rayet de l'équipe rédactionnelle de la revue. Bernard Debroux n'avait pu se libérer à l'heure du rendez-vous. Nicola Donato nous a envoyé une contribution écrite.

D'emblée, la parole a été donnée à Jean-Marie Piemme et Bernard Focroulle pour resituer le point de départ et les objectifs de l'appel.

"Depuis de longues années, un gros problème est perçu au niveau culturel. A voir le traitement infligé à la Bibliothèque Albertine, où l'accès aux livres est de plus en plus difficile; au Théâtre National de Belgique, où après trente années de règne hulsmanien, Drouot vit un démarrage difficile; au TRM, dont chacun connaît et les succès et les tribulations budgétaires - à voir aussi le déclin de l'édition, le sort de l'enseignement artistique, celui des musées, le chômage de tant de comédiens..., un malaise est né. Il a suscité une réflexion et la réflexion un besoin de rassembler les personnes concernées.

C'est ainsi qu'un groupe tout à fait informel qui a le projet de constituer un "Conseil des arts" a conçu et rédigé un Appel pour les droits de la création artistique. Lancé en novembre 1987, il a été contresigné par 300 personnes et présenté à la presse en juin 1988. En même temps étaient proposés d'autres textes ("Art/Culture" et "L'autonomie de la politique artistique") sous lesquels le groupe n'a pas sollicité de signatures. But: ouvrir un large débat sur des idées qui n'étaient pas abouties, lancer un mouvement sans viser le moins de monde à l'unanimité. Groupe informel, répétons-le: il n'a disposé d'aucune structure administrative, d'aucun appui financier. On ne pouvait donc en attendre un travail

soutenu de correspondance, de diffusion, etc.. Mais il faut savoir que les personnes qui, à titre individuel, se sont associées à l'initiative, témoignent de sensibilités diverses, travaillent dans des secteurs culturels différents et sont, soit francophones, soit néerlandophones".

Jointe à la préoccupation explicite de valoriser les institutions culturelles nationales, la voislnage voulu entre francophones et néerlandophones, a été controversé, et même jugé suspect par certains, qui y ont vu le signe d'une tendance ou d'une tentation unitariste.

Cette interprétation est récusée avec fougue par Piemme et Focroulle. En aucune manière, l'appel -conçu bien avant les élections du 13 décembre 1987- ne se voulait unitariste. Il faut y voir plutôt -et l'idée a paru intéressante aux interlocuteurs des CM- une visée TRANSCOMMUNAUTAIRE, la conscience de la nécessité de jeter des ponts solides entre les communautés, au moment où le fédéralisme connaît une avancée importante.

L'appel pose quatre questions, qui concernent:

- la régression de l'engagement financier des pouvoirs publics dans le domaine culturel;
- les rapports ("apparemment") entre création artistique et recherche scientifique;
- l'essor des technologies et des industries culturelles;
- la nécessité d'assurer une certaine autonomie à la création artistique.

Les interlocuteurs en présence n'ont pas cherché à justifier ou à combattre telle ou telle formulation et ils n'ont certainement pas fait le tour des problèmes que soulève l'appel. Ils se sont bornés à confronter des avis sur l'essentiel des quatre questions posées, et plus particulièrement de la deuxième et de la quatrième.

Chacun a convenu de la difficulté de cerner de manière exhaustive le montant total des dépenses culturelles, étant donné leur dispersion. Se référant à la recherche qu'avait réalisée Michel Godard pour les CM (voir n° 156), deux constats ont été unanimes: -les dépenses culturelles ont régressé depuis 1986, sous le règne du gouvernement Martens-Gol; - le phénomène du mécénat/sponsoring, même si quantitativement il n'équivaut qu'à un faible pourcentage des dépenses culturelles pu-

bliques, connaît un développement impétueux, lié à l'offensive idéologique néo-libérale. L'accord est complet sur la nécessité d'une politique culturelle cohérente et dynamique, subventionnée par des pouvoirs publics. (1) (c'était aussi une des conclusions du débat public des CM sur le mécénat, voir n° 159).

Qu'il y ait lieu de comparer à certains égards recherche scientifique et création artistique, l'échange de vues -et singulièrement l'apport de Marc Rayet- l'ont confirmé. C'est ainsi par exemple qu'à l'université (de Bruxelles en l'occurrence), une politique d'économies mal orientées a mis en péril ce qui aurait dû être considéré comme un patrimoine inaliénable de l'université: ses bibliothèques. Or, c'est aux conditions mêmes de la création scientifique que cette politique, menée comme une vulgaire "chasse au gaspi", s'attaque en premier lieu. Elle n'est d'ailleurs qu'une des manifestations d'un phénomène plus général qui est le peu de reconnaissance sociale dont, à l'instar de la création artistique, bénéficie la recherche fondamentale.

Si Michel-Ange ou Beethoven avaient besoin de mécènes -qu'ils ont trouvés-, ils bénéficiaient d'une ample reconnaissance sociale. Aujourd'hui, recherche scientifique et création artistique sont traitées comme s'il s'agissait de luxes et non de nécessités. On feint parfois de croire qu'un petit pays comme la Belgique pourrait se passer de recherche fondamentale, puisqu'aussi bien les résultats de travaux menés ailleurs finissent par être connus. C'est certes ignorer que pratiquer la recherche fondamentale -aujourd'hui entravée par des restrictions budgétaires- est indispensable pour pratiquer et comprendre la recherche appliquée. Mais c'est aussi survaloriser la consommation des connaissances -leurs applications finalisées (économiques, médicales,...), tout importantes soient-elles- au dépens de l'activité de production de ces connaissances. C'est assurément le même type de distorsion que l'appel entend pour sa part dénoncer en ce qui concerne la politique culturelle.

L'"apparemment" ne s'arrête pas là. De même que Philippe Monfils, ci-devant ministre-président de la Communauté française, a, lors d'une émission télévisée du dimanche 3 mai 1987, raconté des calembredaines à propos du "prix de la culture", (2) de même, les ministres préposés à la politique scientifique aiment jeter la confusion et globaliser les masses budgétaires pour faire oublier l'effort très faible que, dans le concert des

---

pays industrialisés, les pouvoirs publics belges consentent pour la recherche scientifique.

De l'avis des interlocuteurs, il manque aujourd'hui un lieu où une politique culturelle globale pourrait être discutée et orientée.

A la question de savoir pourquoi et comment le projet de Conseil des Arts pourrait se donner une dimension institutionnelle, Rayet pense que l'exemple du Conseil national de la politique scientifique (CNPS) pourrait être utilement étudié par les signataires de l'appel. Il s'agit d'une instance consultative qui intègre les professionnels de la recherche, aux côtés de représentants des syndicats et du patronat, à une réflexion sur ce que doit être une politique scientifique globale.

Le professionnalisme est, comme le souligne M. Rayet, une exigence qui va de soi en ce qui concerne l'activité scientifique (même si ses relations avec "l'amateurisme" et avec la vulgarisation scientifique ne sont pas rares), mais ce professionnalisme est revendiqué par les auteurs de l'appel comme une condition de la création artistique. Le professionnalisme est en arts comme en sciences, tout le contraire de l'élitisme, en vertu duquel les génies surgiraient soudain du néant, a soutenu M. Rayet. Pour Jean-Marie Piemme, un certain élitisme doit être réhabilité, dans la mesure où il garantit, où il s'identifie à une pratique réfléchie et répétée.

L'opposition entre professionnels et amateurs, entre créateurs et "consommateurs" a suscité un débat assez vif, non clos. Pour J. Aron, pareille opposition est dangereuse et peut induire une dérive corporatiste. Il s'inquiète de voir affirmer une conception restreinte et restrictive de la culture et refuse de considérer le public comme des consommateurs passifs d'industries culturelles. C'est à une fécondation réciproque entre créateurs et public qu'il importe d'oeuvrer.

B. Focroulle et J.M. Piemme ne se sont pas reconnus, ont-ils dit, dans l'opposition création/diffusion, telle que l'a typée J. Aron. Eux aussi refusent ce clivage. Leur propos -et celui des autres initiateurs de l'appel- a été de réagir contre une politique qui, au nom de la démocratie, a privilégié la diffusion aux dépens de la création. En fait, argumentent-ils, le professionnalisme n'est pas assez soutenu, ni dans sa dimension création, ni dans celle de l'animation. Si pour Philippe Monfils le manque

de public peut légitimer le non-soutien à la création, B. Focroulle plaide pour un soutien à la création, même si elle est encore peu ou pas diffusée. Avec Piemme, il entend rendre (ou donner) sa place à la création en lui assurant les moyens de son autonomie. Autonomie à l'égard de nominations clientélistes et de choix budgétaires relevant de la politique et du court terme. En tout état de cause, la frontière n'est pas nette entre création et diffusion: chacun admet que les interprètes peuvent être créateurs ou au moins créatifs. Le concept de création artistique n'a pas été défini...

L'expansion des nouvelles technologies est incontestable. Elle a entraîné l'essor des industries culturelles; cela aussi est évident. L'appel s'inquiète de ce que cette évolution serve une "culture tautologique", c.à.d. qu'elle favorise la circulation de valeurs reconnues et de talents consacrés. Le danger est réel -il est plus facile d'assurer le financement d'un concert Mozart que d'une audition de musique contemporaine.

Ce danger est aggravé par le sponsoring: avec sa logique de rentabilité, il a tendance à ne s'intéresser qu'aux "valeurs sûres" et n'investit pas -ou guère- dans les entreprises culturelles à risque.

L'affirmation "L'art transgresse les rapports sociaux" a, elle aussi, été rétablie par Piemme dans son contexte, en polémique avec l'affirmation "L'art reproduit les rapports sociaux". Il est vrai que l'art n'est pas étranger aux rapports sociaux puisqu'il est évident que les artistes ne tombent pas du ciel. Les liens entre individu culturel et peuple sont si étroits, devait observer Rayet, qu'à la limite, on ne saurait concevoir une activité d'écrivain si le peuple dont fait partie cet écrivain (potentiel) est illettré. De telle sorte qu'une oeuvre qui transgresse manifestement les rapports sociaux, en est aussi le produit, ce qui pose le problème de l'avant-gardisme en des termes plus dialectiques, et suggère que l'appropriation d'une oeuvre par la conscience collective n'est pas une simple question de compréhension ou de conformité au goût d'un public culturellement déterminé.

Le débat ainsi amorcé mérite à coup sûr d'être approfondi. Il serait important par ailleurs de comprendre pourquoi l'appel, qui fait la part belle à la notion de service public, émane non pas d'une organisation syndicale de travailleurs culturels, mais bien d'individus -souvent syndiqués au demeurant.

Enfin, il reste à poser une question à propos des industries culturelles. Les appelants ne devraient-ils mettre en cause plutôt la logique du profit que les industries culturelles, qui ne sont en fin de compte qu'un outil susceptible de servir des politiques différentes?

Bref, ces notes de débat ont surtout une fonction apéritive... Quelles que soient ses limites, l'initiative des appelants porte sur des problèmes centraux, qu'il serait dangereux de traiter par l'indifférence.

**Note.**

(1) M. Monfils a prétendu que les dépenses culturelles en Belgique francophone équivalent à un million de FB par personne et par an. Dans un de ses brillants "Un dossier dans votre fauteuil" de la RTBF 3, Gérard Vinkenbosch a démontré la fausseté de cette allégation. Si on se réfère aux chiffres de M. Monfils, les dépenses culturelles à l'échelle de la communauté française, dépassent les 4.000 milliards! La réalité se situe dans un ordre de grandeur 500 ou mille fois inférieur.

**appel pour les droits de la création artistique  
l'avis de nicola donato**

"L'appel pour les droits de la création artistique fait la part belle à la notion de service public".

Non: les appellants demandent que l'état national et les communautés ne désinvestissent pas, voir investissent plus, dans la création artistique. Il y a une différence notable entre le fait de demander plus de subventions et le fait de défendre, de développer, le concept de "culture-service public". (toutes les entreprises culturelles privées subventionnées sont loin d'être des services publics gérés démocratiquement)

"L'appel émane d'individus souvent syndiqués."

Non: la majorité des appellants ne sont pas syndiqués. Ce serait faire injure au travailleurs de la culture syndiqués que de laisser planer l'impression que la défense de l'idée de "culture service public" serait

mieux assurée par des individualités souvent non-syndiquées. Il faut rappeler qu'une part non-négligeable des signataires de cet appel exercent des fonctions de "patrons" d'entreprises culturelles, de cadres supérieurs, assument des responsabilités administratives... bref de nombreux signataires font partie d'un certain establishment de notre système de politique culturelle (c'est d'ailleurs la force principale de cet appel). Mais ce n'est pas cet establishment qui, en cette année 1988, a, par exemple, assumé le mouvement le plus dur et le plus long de l'histoire sociale de la culture en Belgique. (Je veux parler de l'occupation de l'Opéra des Flandres, par les travailleurs syndiqués de l'O.V.V. de Gand et Anvers pour défendre l'existence de leur parastatal; ce n'est pas parce qu'aucun de ces travailleurs n'a signé l'appel qu'il faudrait en tirer la conclusion qu'ils se désintéressent des services publics culturels, que du contraire)

#### **sur le fond de l'appel et du débat des C.M.**

- Je me réjouis de ce que quelque 300 personnalités de notre monde culturel aient jugé bon de tirer la sonnette d'alarme quant à l'évolution du rôle de la collectivité dans les investissements nécessaires au développement de la création artistique. Je me réjouis également de ce que cet appel soit trans-communautaire.

- Contrairement à certains participants au débat, signataires de l'appel, je ne suis pas fâché de ce que le concept de culture se soit enfin un peu élargi, et ne recouvre plus restrictivement la seule création artistique. Les dix dernières années d'imprégnation idéologique néolibérale, dans le domaine de la culture, ont engendré une régression néfaste pour la production artistique mais aussi pour la production culturelle publique et tout particulièrement dans le secteur de l'éducation dite "permanente". Ces vides ainsi créés et les besoins nouveaux qui sont apparus ont été remplis essentiellement par des productions et des diffusions capitalistes étrangères.

Je n'éprouve pas le besoin de "réhabiliter un certain élitisme": nos classes dirigeantes s'en occupent depuis longtemps, et fort bien. Je n'éprouve pas non plus le besoin de réhabiliter une production culturelle "populiste" abêtissante, les mêmes classes dirigeantes s'en occupent fort bien depuis longtemps.

- Une petite phrase de l'appel m'inquiète énormément, et elle n'a reçu

aucun commentaire de la part des débatteurs des C.M., que faut-il entendre par "l'autonomisation accrue de l'administration des arts"? Serait-il plus démocratique de laisser aux fonctionnaires de la culture (nombre d'entre-eux sont nommés autant par clientélisme politique que pour leurs compétences, si pas plus), serait-il plus démocratique de leur laisser plus de pouvoirs par rapport à l'exécutif politique issus des élections? Entendons-nous, je ne porte pas aux nues le système "démocratique" qui nous afflige de certains exécutifs politiques... Ne serait-il pas plus urgent de se battre pour que les choix de politique culturelle soient vraiment des enjeux électoraux? Autre chose serait, aussi, de revendiquer pour tous les travailleurs de la culture (qu'ils soient créateurs administratifs ou techniciens) un rôle accru dans le contrôle de la gestion des services publics culturels (n'est-ce pas aussi par là que passera la démocratisation des services publics?). Mais voilà, les dernières entreprises publiques de créations artistiques ont été mises sur pieds (en tant que telles) en 1963, et on ne peut pas dire que les travailleurs de ces entreprises, pas plus que dans les autres, aient été, ou soient en passe d'être "associés" de près ou de loin à la gestion de ces entreprises... Ce qui me frappe, au contraire, c'est de voir les représentants du grand capital tenir le haut du pavé dans les conseils d'administration des entreprises culturelles subventionnées par la collectivité (Mr. Leysen au T.R.M., Mr Coca-Cola Belgique au Théâtre national...).

A propos de cette dernière entreprise et de la remarque d'un des participants au débat quant au "règne de Huisman" et aux débuts difficiles de Mr. Drouot, je me permets de faire remarquer que le T.N.B. n'est pas plus aujourd'hui un service public qu'il ne l'était il y a 40 ans. Je n'apprécie pas plus la mauvaise gestion sociale du T.N.B. d'il y a dix ans, que la mauvaise gestion tout court d'aujourd'hui; si les directeurs se suivent et ont l'air de ne pas se ressembler, les conseils d'administration eux se suivent et se ressemblent... Quelles que soient les qualités artistiques respectives de Messieurs Huisman Maurice et Jacques, Drouot ou Mortier les véritables questions que nous devrions nous poser sont les suivantes:

- quels cahiers de charges précis doivent lier les entreprises culturelles subventionnées aux pouvoirs publics?
- quels moyens la collectivité doit-elle consacrer à ces cahiers de charges?
- comment assurer à tous les collaborateurs artistiques (je dis tous, et pas seulement les directeurs ou les "vedettes" reconnues comme

telles par les pouvoirs en place), une liberté de création la plus large possible? Mais peut-il y avoir liberté de création pour un artiste si le simple droit au travail n'existe pas?

Quand, moi acteur, il m'arrive d'être dans une file de chômage, le boulet que je traîne ne s'appelle pas "inféodation à mon tuteur ministériel" (de la culture, bien sûr), ou inféodation à Albert Frère... et la seule chose qui rend mon boulet plus léger c'est de ne pas être seul dans la file, c'est de voir d'autres travailleurs eux-aussi sous-employés, mince consolation n'est ce pas...

Nicola Donato  
acteur syndiqué

### appel pour les droits de la création artistique

1. Dans un certain nombre de pays d'Europe occidentale et particulièrement en Belgique, on assiste à une régression de l'initiative des pouvoirs publics en matière culturelle. Ce désengagement se justifie de la nécessité de réduire les dépenses publiques et d'un retour à la loi du marché feignant de croire que le mécénat et les industries culturelles peuvent se substituer à l'intervention de l'Etat. Conjointement, on assiste à une dilution du concept de culture qui désigne, aujourd'hui, la plupart des manifestations du comportement social.

Du même coup, les pratiques artistiques s'en trouvent considérablement dévaluées.

N'est-il pas urgent d'inciter par les moyens budgétaires adéquats à un renouveau de la création artistique qui ne peut équivaloir à la consommation culturelle ni se mesurer nécessairement en terme d'impact public immédiat?

2. Il est frappant de constater qu'après s'être attaqués à la recherche fondamentale, les pouvoirs publics menacent maintenant le développement des arts. L'encouragement à la recherche scientifique et l'encouragement à la création artistique sont deux démarches apparentées.

Toutes deux constituent un investissement indispensable pour la société entière, aucune des deux n'offre de garantie de rentabilité immédiate. Dans un pays comme le nôtre qui a autant besoin de savoir que de savoir faire, elles sont les levains d'une vie économique, sociale, intellectuelle, éthique fructueuse pour l'avenir.

N'est-il pas urgent de prendre les mesures institutionnelles qui permettent de re-

constituer au plus vite les conditions d'une politique dynamique au niveau scientifique et artistique comme seul pari fécond sur l'avenir à une époque où l'on mise trop souvent et dangereusement sur le court terme?

**3.** Le déploiement technologique a permis un développement sans précédent des industries culturelles. Certains croient voir pour celles-ci la solution miracle aux problèmes de la diffusion de la culture et de la création artistique. Or, on constate que les industries culturelles, déterminées par le contexte socio-économique où elles se trouvent, ne font circuler le plus souvent que des valeurs hyper-reconnues et des talents mille fois légitimés. On assiste, de la sorte, au développement d'une culture tautologique qui se renforcera du fait de la logique économique et des impératifs quantifiés des industries culturelles.

N'est-il pas urgent que les pouvoirs publics prennent les mesures institutionnelles et financières qui permettent d'affirmer les droits de la création artistique face et au sein des industries culturelles?

**4.** Il y a, aujourd'hui, un étranglement d'une véritable politique culturelle aussi bien au niveau national que communautaire. Ce constat se traduit par la disparition des ministères de la culture, par les conditions d'existence de plus en plus précaires faites aux institutions culturelles nationales, par l'éparpillement des responsabilités culturelles dans les ministères qui n'ont pas la promotion de la culture et de la création artistique comme seuls objectifs, par la gestion prudente des valeurs reconnues, par la politisation outrancière des nominations dans l'enseignement artistique et dans les grandes institutions culturelles.

N'est-il pas urgent d'assurer à la création artistique une autonomie qu'elle est en train de perdre et de garantir aux artistes des interlocuteurs compétents et non-inféodés? N'est-il pas souhaitable d'aboutir à une autonomisation accrue de l'administration des arts à l'exemple de ce qui se fait dans d'autres pays? N'est-il pas souhaitable de définir, à côté des responsabilités artistiques et culturelles des communautés, un secteur artistique national responsable, doté de moyens sérieux, capable de porter des projets d'envergure nationale et européenne et de faciliter les échanges culturellement indispensables entre les communautés?

---

# **Les fractionnements de la Belgique la production sociale de l'espace belge**

colloque organisé par:

- Groupe de Contact FNRS Géographie humaine  
théorique et quantitative
- Werkgroep Mort-Subite
- Centrum voor Marxistische Studies

**le mercredi 30 novembre 1988  
à la VUB, Bruxelles**

Le colloque fera le point sur les études de l'espace belge suivant une approche politico-économique. L'intention est d'intéresser un public aussi large que possible aux nouveaux éclairages de la réalité belge apportés par cette approche. Le congrès s'adresse dès lors sur géographes actifs dans l'enseignement et la recherche, aux enseignants et chercheurs en sciences sociales qui sont confrontés à la dimension spatiale de leur problématique et au grand public intéressé par les aspects géographiques de la société belge.

Les contributions montreront que l'espace belge est fissuré en tous sens, et que ces fractionnements sont d'autant plus importants si cet espace est considéré comme support du maintien et du développement de la société belge. Il y a bien sûr les clivages territoriaux connus entre la Flandre et la Wallonie, mais aussi entre les régions en croissance et celles en déclin économique, entre les zones résidentielles riches et pauvres, entre quartiers belges et immigrés. La concurrence entre régions, villes, ports et bassins industriels se fait de plus en plus aiguë. Il y a des conflits entre groupe sociaux aux vues divergentes et parfois opposées sur l'aménagement de l'espace dans lequel ils vivent et travaillent.

---

---

**programme provisoire:**

**David HARVEY**(University of Oxford): **Marxism and the study of space.**

**Pieter SAEY**(Rijksuniversiteit Gent): **De maatschappelijke betekenis van de evolutie van het Belgisch stedennet.**

**Erik SWYNGEDOUW**(Katholieke Universiteit te Leuven, Administratieve en Economische Hogeschool Brussel): **Nieuwe technologieën en het herscheppen van de Belgische economische ruimte.**

**Walter DE LANNOY**(Vrije Universiteit Brussel): **De sociaal-ruimtelijke structuur van de Belgische stadsgewesten: genese en huidige veranderingstendenzen.**

**Christian KESTELOOT**(Katholieke Universiteit te Leuven): **Les enjeux sociaux de la répartition géographique des travailleurs immigrés en Belgique.**

**Dirk VAN DE PUTTE**(Vrije Universiteit Brussel): **De wisselwerking tussen economische belangen en overheidsinterventie in de maatschappelijke organisatie van de stad: het voorbeeld van de Noord-Zuid verbinding te Brussel.**

**Christian VANDERMOTTEN**(Université Libre de Bruxelles): **La production sociale du clivage Flandres-Wallonie.**

La traduction simultanée en français et néerlandais sera assurée.

Pour tout renseignement s'adresser à:

Prof. Walter De Lannoy, Geografisch Instituut,  
Vrije Universiteit Brussel,  
Pleinlaan, 2, 1050 Brussel,  
Tel. 02/641.33.77

---



## quelques impressions sur les femmes palestiniennes

marianne blume

Le monde arabe fait peur, d'autant plus peur que la présence d'immigrés arabes en Europe pervertit le problème lui ajoutant souvent une teinte raciste ou xénophobe empreinte de démagogie.

Revenue d'un voyage de trois semaines dans les Territoires occupés par Israël, après avoir vécu avec des Palestiniennes et les avoir vu vivre, je voudrais faire part de quelques réflexions.

### **l'habit ne fait pas le moine.**

J'ai rencontré dans les Territoires Occupés des femmes de tous les milieux, étudiante ou ménagère, infirmière ou simplement mère de famille, enseignante ou paysanne, membre d'un comité de femmes, villageoise ou citadine ou habitante d'un camp de réfugiés. Certaines étaient habillées à l'euro péenne mais la plupart gardaient l'habit traditionnel: robe longue, souvent brodée, et foulard sur la tête.

Avec les étudiantes de Bir-Zeit, la plus grande université de Cisjordanie, j'ai abordé le problème vestimentaire, d'autant plus facilement, d'ailleurs, que certaines d'entre elles se promenaient tantôt en jeans, tantôt en robe traditionnelle.

Que représente cet habit pour elles? C'est d'abord l'habit de leur mère et grand-mère, c'est celui de leur région et comme tel, il a une valeur sentimentale indéniable. Sa signification religieuse n'a rien d'évident (la religion a-t-elle entériné une pratique existante ou l'a-t-elle créée?), même si les familles très croyantes -et elles sont plus nombreuses dans la Bande de Gaza- ne toléreraient pas d'autre habillement pour leurs filles. Par ailleurs certaines autres, spécialement pour sortir en ville, mettent la robe longue et le foulard. Manifestement, l'habit traditionnel leur sert d'armure et de passeport: dans un monde dominé par les hommes, il leur confère une sorte de dignité et facilite leurs déplacements.

Dans le cas des autres femmes, les vêtements brodés, le voile, sont une lutte pour préserver l'identité, la culture palestinienne. C'est ainsi que, dans la même optique, d'ailleurs, les associations féminines peuvent encourager, sans être passésistes ou paternalistes, les travaux de broderie traditionnels, comme elles sauvegardent en les recensant et en les fixant (vidéo, cassettes, etc...) les chants, les danses, les fêtes populaires.

Néanmoins, jamais, pas même dans les plus fermés des camps de réfugiés de la Bande de Gaza, les étudiantes qui nous accompagnaient en jeans, n'ont fait l'objet de critiques ou de regards désapprobateurs. Allons plus loin. J'ai vu des femmes combattantes, je veux dire actives dans différentes formes de lutte contre l'occupant, qui étaient croyantes et/ou portaient robe longue et foulard.

Loïn de moi cependant de vouloir minimiser le poids écrasant, parfois, des traditions et de la famille, certaines étudiantes n'avaient pas le choix, leur père les obligeait à se vêtir de la sorte, à avoir telle ou telle conduite en public. Mais là encore, il faut être prudent. Samira, une des étudiantes se plaignait de cette contrainte mais, bien que loïn de sa famille et sans aucun regard pour la blâmer, elle s'y pliait et estimait à sa juste valeur son inscription à l'université. Cela ne l'empêchait ni de discuter avec les garçons, ni d'avoir son idée sur la lutte du peuple palestinien par exemple. Car, c'est là encore un paradoxe: s'il est vrai que les traditions confinent les femmes dans une société à part des hommes, il est aussi vrai que le nombre de filles inscrites dans les écoles supérieures et les universités est assez élevé. Or cela implique plus qu'une simple reconnaissance de la valeur des filles pour pouvoir étudier, les filles logent sur place, dans des sortes d'internats, surveillés certes mais loïn du village, loïn de la famille.

Bien sûr, il est plus difficile dans une petite ville, un village ou un camp de modifier les coutumes, les structures familiales. Et les filles qui ne font pas d'études sont sûrement moins aptes à vouloir et à pouvoir les changer. Pourtant, malgré les restrictions à leur liberté, les femmes palestiniennes sont des femmes qui s'expriment beaucoup, y compris en présence de leur mari ou d'étrangers. Ce ne sont pas des femmes timides et timorées et, quand la nécessité est là, elles peuvent devenir réellement des chefs de famille à part entière. D'ailleurs, lors des visites dans des familles, les femmes en disaient autant que les hommes et leur discours n'était ni moins combattant ni moins politique.

Ainsi donc, la réalité vécue est autrement plus complexe et contradictoire qu'on ne l'imagine: dans notre société plus égalitaire en apparence, n'est-ce pas le plus souvent la parole que l'on confisque aux femmes?

### **l'effort d'émancipation - 1**

Les étudiantes sont privilégiées: elles le savent. Les étudiants qui suivent les mêmes cours, sans être des militants de la cause féminine, ont le sentiment qu'il faut faire évoluer les choses. Ensemble donc, garçons et filles, ils ont entrepris au départ de Bir-Zeit une opération de charme, d'éducation vis-à-vis des familles, dans les villages et les camps. Premier point, les étudiants montrent aux parents et amis ou curieux ce qu'est l'université en les invitant annuellement à une grande fête. Cette fête est conçue comme un festival de folklore palestinien: les étudiants y dansent, y chantent, organisent des expositions d'art palestinien, invitent des producteurs palestiniens à faire connaître leurs produits, etc... La tradition, la culture deviennent militantes. Les gens voient des filles et des garçons qui se côtoient, discutent, travaillent sans que rien ne dénote immoralité ou inconvenance. L'ambiance leur inspire confiance et la volonté des étudiants d'être actifs dans la lutte pour un Etat palestinien indépendant les rassure, voire même les réjouit.

Au dernier festival, les gens se sont déplacés par milliers, beaucoup repartent, convaincus de pouvoir inscrire leur fille à l'université.

Mais les étudiants savent que cela ne suffit pas à dissiper toutes les réticences et ils ont imaginé un autre type de démarche. Ils vont dans les familles des étudiants et étudiantes déjà inscrits, ensemble, filles et garçons; ils travaillent lors des récoltes par exemple, ils parlent avec les gens, expliquent ce qu'ils font, discutent. De nouveau, ils donnent l'image de jeunes gens responsables et engagés auprès des leurs. Dans des villages, on est rarement l'hôte d'une seule famille, ils sont invités ailleurs et, par effet de boule de neige, ils peuvent entrer en contact avec beaucoup de familles.

Enfin, il est certain qu'une fille qui a été à l'université n'est plus la même; certaines se marieront sans plus, mais elles garderont une certaine ouverture sur le monde et seront plus tentées d'éduquer leurs enfants, leurs filles dans une mentalité égalitaire.

## juste une mise au point

Pourtant, ici, il faut s'arrêter un instant et préciser les termes de l'émancipation. Il ne peut être question de libération de la femme à l'européenne: certaines revendications d'ici seraient surréalistes là-bas. En effet, la culture, le développement économique, le caractère majoritairement paysan de la société palestinienne induisent objectivement une problématique différente. Je ne veux pas dire que les femmes palestiniennes ne doivent pas avoir les mêmes libertés que nous, je dis qu'actuellement, elles sont elles-mêmes, incapables ou non désireuses de remettre en question certaines contraintes, souvent parce que les priorités sont différentes.

En disant ceci, je pense particulièrement au mariage. Il n'est pas question pour les Palestiniennes de revendiquer le droit au concubinage -ce serait absurde-, par contre, les jeunes voudraient la liberté totale dans le choix du futur époux (Actuellement, certaines peuvent choisir mais la plupart ne peuvent qu'approuver ou refuser le choix des parents). Par contre aussi, si on ne remet pas en question la dot que doit apporter le futur marié, on demande que son montant soit abaissé, ce qui se fait pour l'instant...

Je sais que ceci, pour nos esprits, dans notre société, semble ridicule, je reste persuadée pourtant que, si nous ne comprenons pas cette évolution spécifique et que si nous refusons d'encourager les femmes palestiniennes dans leur combat qui nous paraît minimaliste, nous sommes non seulement intolérantes mais encore, et surtout, inefficaces et dramatiquement inadaptées.

Ces réflexions permettent d'apprécier l'exemple qui suit à sa juste mesure.

## l'effort d'émancipation -2

Bien sûr, l'université n'est pas la seule à se préoccuper de la condition de la femme. Partout en Cisjordanie et aussi dans la Bande de Gaza, sont nés des associations de femmes et des comités de femmes pour le travail social. Leurs conceptions sont originales; la plupart ont, entre autres, pour but avoué l'indépendance économique de la femme et la valorisation de son travail. Les moyens utilisés sont, ici encore, appropriés aux

conditions objectives. On apprend surtout aux femmes, dans les centres de ces associations, à coudre, broder, tricoter, tapisser... afin qu'elles puissent subvenir aux besoins de leur famille et gagner de l'argent en revendant leur production.

Les responsables du Comité de Ramallah ont expliqué comment elles allaient dans les villages, persuadaient les familles d'inscrire leurs filles au cours. Elles ont dit comment les familles, d'abord méfiantes, ont accompagné leurs filles et puis, se sont senties fières quand celles-ci sont revenues avec de l'argent.

Là, ne s'est pas arrêtée l'action du comité. Une fois le pli pris, les jeunes filles ou femmes peuvent se rendre librement au cours; or, de temps à autre, les cours sont remplacés par une séance d'information, de discussion sur divers sujets. Les comités ont donc un rôle éducatif incontestable mais ils misent aussi sur l'exemple que donneront les jeunes filles dans leur famille, dans leur entourage.

Les comités de femmes ont aussi un rôle social: ils aident matériellement les démunis et les victimes de l'occupation, ils organisent des jardins d'enfants et des crèches, des classes d'alphabétisation, des expositions culturelles ou politiques, ils font souvent fonctionner un dispensaire pour les premiers soins etc...

Toutes ces activités qui semblent si évidemment dévolues aux femmes ne sont pas nécessairement une fin en soi mais elles ont l'avantage d'organiser les femmes: elles ne sont plus seules chacune chez elle, elles ont des raisons communes d'être et d'agir, elles forment des communautés qui les rendent capables, à l'égal des hommes, de participer à la vie organisée, de résister et de lutter.

L'étape suivante sera d'arriver à des associations mixtes où hommes et femmes travailleront côte à côte, sur pied d'égalité, avec des responsabilités identiques, mais ce n'est pas pour tout de suite. En Palestine, comme ici, certaines femmes sont conscientes du fait que la société masculine, faute de pouvoir résister à l'évolution, lâche volontiers les secteurs de l'éducation et de la santé (rôle subalterne) mais qu'elle garde jalousement le pouvoir. Néanmoins, certaines publications expliquent que cet aspect de la société n'est pas dans la tradition arabe musulmane et que, sous les Abassides par exemple, on trouvait des

femmes poètes, des femmes combattantes, des femmes dirigeantes. Le but est d'en revenir à cette orientation originelle. Que ce discours soit un artifice tactique destiné aux hommes ou qu'il soit le fait de convaincues, il montre que l'Islam, ainsi interprété, peut avoir un effet progressiste.

De nouveau, nous devons faire l'effort de comprendre cet aller-retour constant entre tradition, religion et lutte par exemple d'émancipation: les étudiants de Bir-Zeit partent du folklore, de l'identité palestinienne, les comités de femmes débutent par des rôles féminins traditionnels, le discours a parfois pour point de départ l'Islam mais le projet final est beaucoup plus ambitieux et vise réellement à un changement social, à une évolution des rôles masculins et féminins.

### **regret final**

Pour être complète, il me faudrait encore expliquer comment l'intifada, mais déjà auparavant, la lutte contre l'occupation israélienne, a donné aux femmes une place tragique et obligée. Il faudrait aussi approfondir les différences régionales, il faudrait enfin montrer le courage et la détermination immense d'un peuple et particulièrement de ses femmes: je le ferai une autre fois. Par le présent article, je ne voulais pas seulement témoigner de la condition des femmes palestiniennes, je voulais aussi donner matière à réfléchir à tous ceux qui sont préoccupés du monde arabe, particulièrement de celui de l'immigration.

**Les «Cahiers marxistes» sont déposés dans les librairies suivantes:**

DU MONDE ENTIER  
rue du Midi 162  
1000 Bruxelles

LIBRIS - 44  
Passage 44 (bd. Botanique)  
1000 Bruxelles

CERCLE D'EDUCATION  
POPULAIRE  
rue des Deux Eglises 128  
1040 Bruxelles

LIBRAIRIE BIBLIO  
rue de la Régence 53  
4000 Liège

F.N.A.C.  
City II, rue Neuve  
1000 Bruxelles

LIBRAIRIE ANDRE LETO  
rue d'Havré 9  
7000 Mons

PRESSES UNIVERSITAIRES  
DE BRUXELLES  
av. Paul Héger 42  
1050 Bruxelles

L'ILE LETTREE  
6914 Redu

LE LIVRE INTERNATIONAL  
Bd. Lemonnier 171  
1000 Bruxelles

LIBRAIRIE DERIVE  
rue des Augustins 17  
5200 Huy

LIBRAIRIE LEFEBVRE  
Rue des Colonie 7-9  
1000 Bruxelles

CLUB ACHILLE CHAVEE  
rue Hamoir 93  
7100 La Louvière

TROPISMES  
Galerie des Princes 5-11  
1000 Bruxelles

LIBRAIRIE L'AVENIR  
Rue St Léonard 102  
4000 Liège

Avec l'appui de la Commission française de la Culture de l'agglomération  
bruxelloise

Adresse: 20, av. de Stalingrad — 1000 Bruxelles

# **20 ans,**

c'est un bel âge pour une revue militante

**Les CM auront 20 ans au printemps prochain**

Pour les encourager, versez sans tarder  
le montant de l'abonnement 1989,  
soit 700 f. au compte 001-1047600-76  
et envoyez - nous des noms et adresses d'amis à abonner.

**Les 10 et 11 mars 1989**

aura lieu à Bruxelles:

## **LE COLLOQUE DU 20ME ANNIVERSAIRE DES CM**

un colloque de revues progressistes d'Europe sur le thème:

"Quelle(s) stratégie(s) des forces de gauche  
face à l'échéance du Marché unique européen?"

Pour tous renseignements s'adresser aux CM,  
20, avenue de Stalingrad,  
1000 Bruxelles

**Prix 100F.**